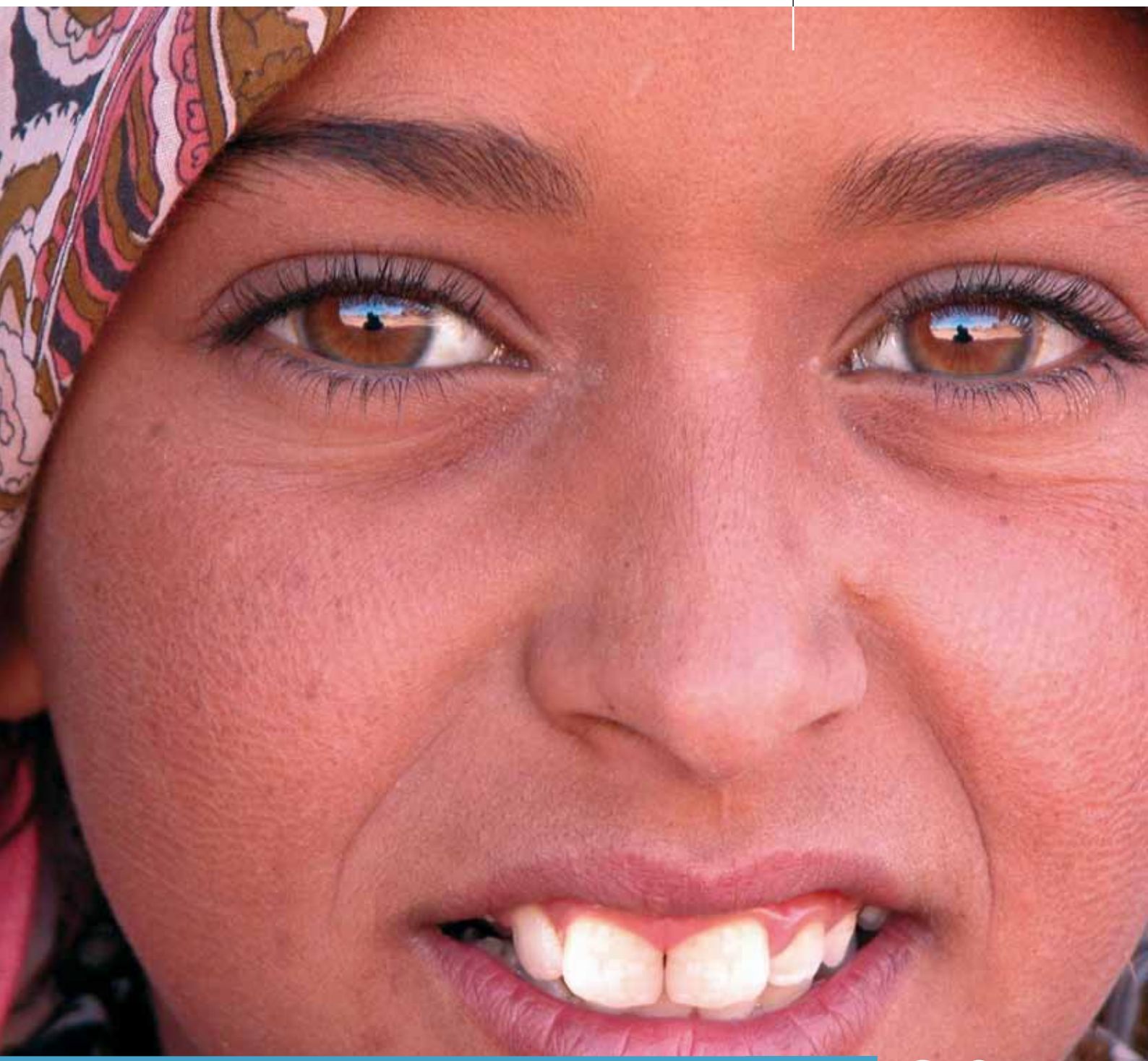
La banque de l'UE

Banque européenne d'investissement



Rapport annuel de la FEMIP

2011

Table des matières

2 Message du vice-président

5 Vue d'ensemble
- **6** 2011 : une année de changement et d'espoir
  - Le printemps arabe : une réponse opportune et efficace
  - Le mandat extérieur de la BEI
- **8** En bref : la BEI-FEMIP en 2011
- **10** Défis macroéconomiques et perspectives
- **14** Feuille de route pour 2012-2013

18 Édition spéciale
- **18** 10 ans de BEI-FEMIP

21 L'activité en 2011
- **22** La BEI-FEMIP : un forum pour les décideurs, les entrepreneurs et la société civile
- **24** Le Fonds fiduciaire de la BEI-FEMIP ou comment accroître la valeur ajoutée opérationnelle
- **26** Maximiser les synergies grâce aux partenariats

32 Impact sur le développement
- **34** L'impact de la BEI-FEMIP sur le développement socioéconomique
- **35** Mesurer les résultats pour des effets plus ciblés
- **36** Suivi et résultats de la mise en œuvre des projets

39 Projets et investissements dans les secteurs public et privé

46 Organisation et personnel
- **46** L'équipe BEI-FEMIP
- **48** Le programme de stages : un tremplin pour les jeunes talents méditerranéens

50 Annexes
- **51** Liste des opérations signées entre le 1er octobre 2002 et le 31 décembre 2011
- **56** Liste des opérations approuvées au titre du Fonds d'assistance technique de la BEI-FEMIP au 31 décembre 2011
- **59** Liste des opérations approuvées au titre du Fonds fiduciaire de la BEI-FEMIP
- **60** Glossaire des termes, acronymes et abréviations

La Banque européenne d'investissement (BEI) est l'institution de financement à long terme de l'Union européenne. Ses actionnaires sont les 27 États membres de l'UE.

À l'extérieur de l'UE, la Banque soutient des projets qui contribuent au développement économique des pays qui ont signé un accord d'association ou de coopération avec l'UE.

Message
du vice-président

L'année 2012 marque un double événement pour la BEI-FEMIP puisque nous célébrons à la fois les 10 ans d'existence de la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) qui a permis à la BEI d'intensifier sa coopération avec les pays partenaires méditerranéens et le premier anniversaire du printemps arabe qui continue d'inspirer les populations dans leur quête de réforme et de transformation. L'occasion nous est donc donnée de faire le point sur le chemin parcouru, mais aussi de réfléchir à notre rôle en Méditerranée.

C'est dans ce contexte que nous vous présentons le rapport annuel 2011 de la FEMIP, reflet des activités de la BEI au cours d'une année jalonnée de grands bouleversements pour les pays partenaires méditerranéens. Le soutien concerté de la Commission européenne, de la BEI et de la communauté internationale a permis de fixer de nouvelles priorités pour répondre aux besoins formulés par les pays partenaires méditerranéens, en plaçant davantage l'accent sur la croissance inclusive, la création d'emplois et le développement régional :

premièrement, à la suite des événements survenus dans la région, l'UE a repensé sa stratégie de voisinage et soutenu la BEI-FEMIP dans son intention d'augmenter d'un milliard d'EUR ses engagements en faveur des pays voisins de la rive sud de la Méditerranée qui entreprennent des réformes politiques ;

deuxièmement, les pays du G8 ont mis en place le partenariat de Deauville, lancé en mai 2011 pour soutenir la transition démocratique et les réformes dans le bassin méditerranéen. La BEI-FEMIP s'est

10 ans en Méditerranée : la voie à suivre

L'année 2012 marque un double événement : les 10 ans d'existence de la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) et le premier anniversaire du printemps arabe.

engagée à jouer un rôle clé dans ce partenariat et collabore avec les bailleurs de fonds internationaux à la mise en œuvre d'actions concrètes ;

troisièmement, la BEI-FEMIP a participé aux travaux du groupe de travail dédié à la coopération UE-Tunisie en vue d'apporter une assistance immédiate à ce pays. En 2012, la BEI-FEMIP a également assisté à la première réunion du tout nouveau groupe de travail UE-Jordanie, dans la même perspective d'un appui ciblé en faveur de ce pays.

Il est temps à présent de jeter un œil sur le chemin que nous avons parcouru. Avec plus de 13 milliards d'EUR investis dans les pays partenaires méditerranéens depuis 2002, dont un milliard d'EUR en 2011, la BEI-FEMIP a mobilisé environ 35 milliards d'EUR de fonds supplémentaires. Elle a catalysé les efforts déployés pour améliorer les infrastructures socioéconomiques et renforcer le développement régional. Elle a collaboré avec ses partenaires institutionnels, ouvert un dialogue avec la société civile et participé à des cercles de réflexion. Par ailleurs, la BEI-FEMIP a apporté une assistance technique à l'appui de projets, réalisé des opérations de capital-investissement et, par l'intermédiaire de son Fonds fiduciaire, soutenu des initiatives régionales et nationales.

Toutefois, le moment est également venu d'examiner la voie à suivre. Quel rôle la BEI-FEMIP doit-elle jouer dans les pays partenaires méditerranéens à la lumière des événements récents ? Comment pouvons-nous optimiser les retombées de nos opérations de prêt, de nos partenariats, de notre assistance technique, de nos conférences et de nos initiatives régionales, sachant que toutes ces activités sont mises en œuvre conformément aux orientations décidées lors des réunions ministérielles de la FEMIP ? Ce ne sont là que quelques-uns des nombreux thèmes de réflexion sur lesquels nous devons nous pencher avec nos partenaires pour trouver les meilleures solutions susceptibles de dynamiser la croissance, la création d'emplois et l'émergence de partenariats durables avec et pour la région méditerranéenne.

Philippe de Fontaine Vive

La BEI-FEMIP, la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat, est le bras financier de la Banque européenne d'investissement dans le bassin méditerranéen. La BEI-FEMIP a pour vocation d'aider les pays partenaires méditerranéens à asseoir leur croissance économique et leur développement social.

La BEI-FEMIP a deux priorités dans la région : soutenir le secteur privé et créer un environnement favorable à l'investissement. Elle encourage également le dialogue entre les partenaires euro-méditerranéens.

Afin d'atteindre ses objectifs, la BEI-FEMIP propose des services et des produits adaptés à l'environnement d'investissement en Méditerranée et conduit des études sur le terrain pour répondre aux défis à venir dans la région.

Les pays partenaires méditerranéens sont les suivants :

- Algérie
- Égypte
- Gaza-Cisjordanie
- Israël
- Jordanie
- Liban
- Maroc
- Syrie[1]
- Tunisie
- Libye, dans un avenir proche

Les activités de capital-investissement de la BEI-FEMIP comprennent également des signatures dans le cadre d'autorisations globales qui ne sont généralement pas comptabilisées en tant que « nouvelles signatures ». Ces opérations ont été prises en compte dans le montant total des activités de la BEI-FEMIP.

[1] À la suite des sanctions prises par l'UE en novembre 2011, la BEI a suspendu tous les décaissements et les contrats d'assistance technique relatifs aux projets avec l'État syrien.

La BEI-FEMIP a pour principal objectif d'appuyer le développement socioéconomique du bassin méditerranéen.

Vue d'ensemble

2011 : une année de changement et d'espoir

Une visite historique en Égypte : le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et l'ancien président de la BEI, Philippe Maystadt, coordonnant la réponse de l'UE au printemps arabe.

Le printemps arabe : une réponse opportune et efficace

L'année 2011 a été marquée par un enchaînement sans précédent de grandes mutations dans le bassin méditerranéen. Ce fut une année de défis, de renouveau et d'espoir. À la suite de ces changements, la priorité est de garantir le progrès économique par le biais de la création d'emplois, de la justice sociale et de meilleures perspectives pour les hommes et les femmes dans l'ensemble de la région. Dans ce contexte, la BEI-FEMIP a pour objectif de stimuler la croissance, la création d'emplois et les partenariats dans le bassin méditerranéen.

Dans le sillage du printemps arabe et malgré un environnement économique extrêmement difficile au cours de l'année 2011, la BEI-FEMIP a apporté une réponse durable aux besoins des pays concernés

avec la signature de 23 nouveaux projets et opérations d'assistance technique, pour un montant total de un milliard d'EUR. Bien que le niveau de prêts soit en baisse par rapport à 2010, leur volume confirme néanmoins la tendance des dix dernières années. Dans ce contexte exceptionnel, la BEI-FEMIP a fait tout son possible, dans les conditions et les limites posées par le mandat qui lui a été confié par l'Union européenne et, en particulier, par les nouvelles priorités des pays partenaires.

En 2011, la BEI-FEMIP a cherché à soutenir par sa politique de prêt l'inclusion financière, l'esprit d'entreprise et la création d'emplois. C'est la région du Maghreb qui a reçu la plus grande aide de la part de la BEI-FEMIP, avec 503 millions d'EUR signés en faveur de projets (303 millions d'EUR pour la Tunisie et 200 millions d'EUR pour le Maroc). En Égypte, la nouvelle priorité ayant été donnée aux projets sociaux, la BEI-FEMIP a renforcé sa collaboration avec la Commission européenne et d'autres institutions financières internationales (IFI), notamment à l'appui des infrastructures locales et du logement. Elle a en outre accordé des lignes de crédit à des microentreprises et des PME égyptiennes et approuvé des opérations sectorielles pour un montant total de 157 millions d'EUR. En Jordanie et au Liban, ainsi que dans les autres pays partenaires méditerranéens, la BEI-FEMIP a intensifié son appui à des projets dans les secteurs privé et public.

Deauville : renforcer les partenariats pour la région

La BEI-FEMIP a entrepris de jouer un rôle crucial dans le partenariat de Deauville, créé en mai 2011 par les pays du G8 pour accompagner la transformation démocratique et économique de la région. En assurant un rôle actif dans le cadre de la plate-forme de coordination des IFI de Deauville, la BEI contribue à l'effort coordonné visant à fournir un soutien concret important à la région.

Un groupe de travail dédié à la coopération UE-Tunisie

En septembre 2011, la BEI-FEMIP a activement participé à la première réunion du nouveau groupe de travail dédié à la coopération UE-Tunisie, qui a été immédiatement mis sur pied pour apporter une aide plus rapide et plus efficace au pays. Dans ce contexte, la BEI-FEMIP a pris la tête du mouvement de soutien des IFI en faveur de la Tunisie en annonçant un investissement de 800 millions d'EUR au maximum à l'appui de projets concrets au cours des prochaines années.

Le mandat extérieur de la BEI

En 2011, le mandat de la BEI pour les opérations dans les pays partenaires méditerranéens a été révisé et approuvé par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne. Il est entré en vigueur le 1er novembre et court jusqu'en 2013. Ce mandat simplifie les objectifs de la politique de prêt de la BEI et apporte des ressources supplémentaires pour remédier aux changements climatiques et soutenir les pays voisins de l'UE.

Outre l'enveloppe financière existante de 8,7 milliards d'EUR pour la BEI-FEMIP, le nouveau mandat prévoit un milliard d'EUR supplémentaires pour les pays du sud de la Méditerranée qui entreprennent des réformes politiques, ainsi que deux milliards d'EUR supplémentaires à l'appui de l'action en faveur du climat dans l'ensemble des régions en dehors de l'UE.

Le mandat introduit également des objectifs de haut niveau pour les financements dans tous les pays admissibles, à savoir :

- le développement du secteur privé local, y compris l'aide aux microentreprises et aux PME ;
- les infrastructures socioéconomiques ;
- l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation.

En visant ces objectifs, la BEI travaillera au service des politiques extérieures de l'UE, notamment celles relatives aux relations avec les pays voisins et à la coopération au développement. Cette décision concernant le mandat vise également à accroître la capacité de la BEI à contribuer indirectement à la réalisation des objectifs de développement de l'UE et à améliorer les phases d'instruction et de suivi des aspects sociaux, environnementaux et relatifs au développement des projets.

En bref :
la BEI-FEMIP en 2011

Investissements de la BEI-FEMIP en 2011

Dans la perspective des nouveaux objectifs de prêt pour les pays partenaires méditerranéens fixés par le mandat révisé de la Banque et par les nouvelles priorités de la région, 10 projets d'investissement et opérations sur capitaux à risque ont été signés en 2011, de même que 13 opérations d'assistance technique, pour un montant total d'un milliard d'EUR.

Répartition par région

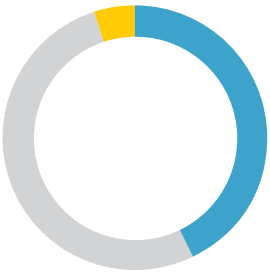
Pour ce qui est de la répartition géographique, 51,65 % du volume total ont été affectés à des projets réalisés dans le Maghreb (trois projets d'une valeur totale de 503 millions d'EUR), 43,4 % à des projets au Proche-Orient (cinq projets totalisant 423 millions d'EUR) et 5 % à des projets régionaux (deux projets de capital-investissement d'un montant total de 49 millions d'EUR).

Pour répondre aux nouvelles attentes des pays partenaires méditerranéens suscitées par un environnement économique difficile, la BEI-FEMIP s'est concentrée en 2011 sur des projets stratégiques capables d'apporter des changements visibles aux économies locales :

- **1 milliard d'EUR** a été investi par la BEI-FEMIP dans les pays partenaires méditerranéens ;
- **23 projets et opérations d'assistance technique** ont bénéficié d'un financement de la BEI-FEMIP et d'opérations de capital-investissement dans les secteurs public et privé ;
- **63 %** du montant total de financements ont été accordés au secteur privé et 37 % au secteur public ;
- **500 millions d'EUR** ont été décaissés, un indicateur concret de la réalisation effective des projets d'investissement sur le terrain ;
- **9 millions d'EUR** ont été consacrés à des opérations d'assistance technique, dont des études régionales, qui ont aidé les promoteurs dans la gestion quotidienne de leurs projets ;
- **près de 1 900 postes permanents et 5 200 emplois temporaires** seront créés grâce aux projets signés en 2011 ;
- **4,7 millions d'EUR ont été engagés sous la forme de nouvelles contributions au Fonds fiduciaire de la BEI-FEMIP** dans le cadre du renouvellement de sa dotation, qui s'avère un succès ;
- **la BEI-FEMIP a fait du secteur privé une priorité** par le biais de partenariats clés, notamment avec l'Espagne pour des opérations de cofinancement d'investissements et sur capitaux à risque, avec le Luxembourg pour le développement de la microfinance et avec la Facilité de financement des infrastructures des États arabes pour la promotion des partenariats public-privé (PPP) dans la région.

Graphique 1

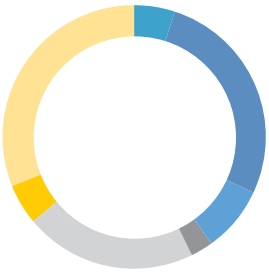
Signatures par région



- Proche-Orient 43 %
- Maghreb 52 %
- Opérations régionales 5 %

Graphique 2

Répartition par pays



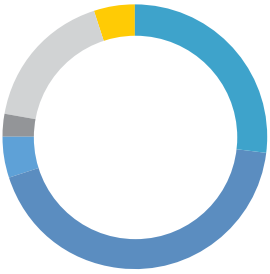
- Égypte 5 %
- Israël 27 %
- Jordanie 8 %
- Liban 3 %
- Maroc 21 %
- Bassin méditerranéen 5 %
- Tunisie 31 %

Répartition par secteur

En 2011, la BEI-FEMIP a fait du secteur privé une priorité et lui a consacré 64 % du volume de prêts sur l'année.

Graphique 3

Répartition par secteur



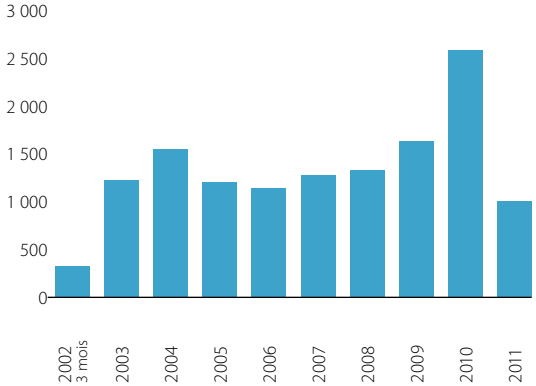
- Eau 27 %
  262 Mio EUR
- Industrie 43 %
  421 Mio EUR
- Capital-investissement 5 %
  49 Mio EUR
- Lignes de crédit aux PME 3 %
  30 Mio EUR
- Transports 17 %
  163 Mio EUR
- Énergie 5 %
  50 Mio EUR

Les investissements de la BEI-FEMIP depuis sa création en 2002

Au cours des dix dernières années, la BEI-FEMIP a investi 13 milliards d'EUR dans la région. Elle a atteint son volume record de signatures en 2010. Confrontée à des circonstances sans précédent dans la région en 2011, la BEI-FEMIP a fait tout son possible, dans les conditions et les limites posées par le mandat qui lui a été confié par l'Union européenne et, en particulier, par les nouvelles priorités des pays partenaires, à savoir la croissance et la création d'emplois.

Graphique 4

Volume annuel de signatures (millions d'EUR)



- 2010
- 2011
- 2012

Source : *FMI, septembre 2011.*
Note : (1) Données hors Gaza-Cisjordanie.
(2) La moyenne des PPM est une moyenne pondérée en fonction du PIB.

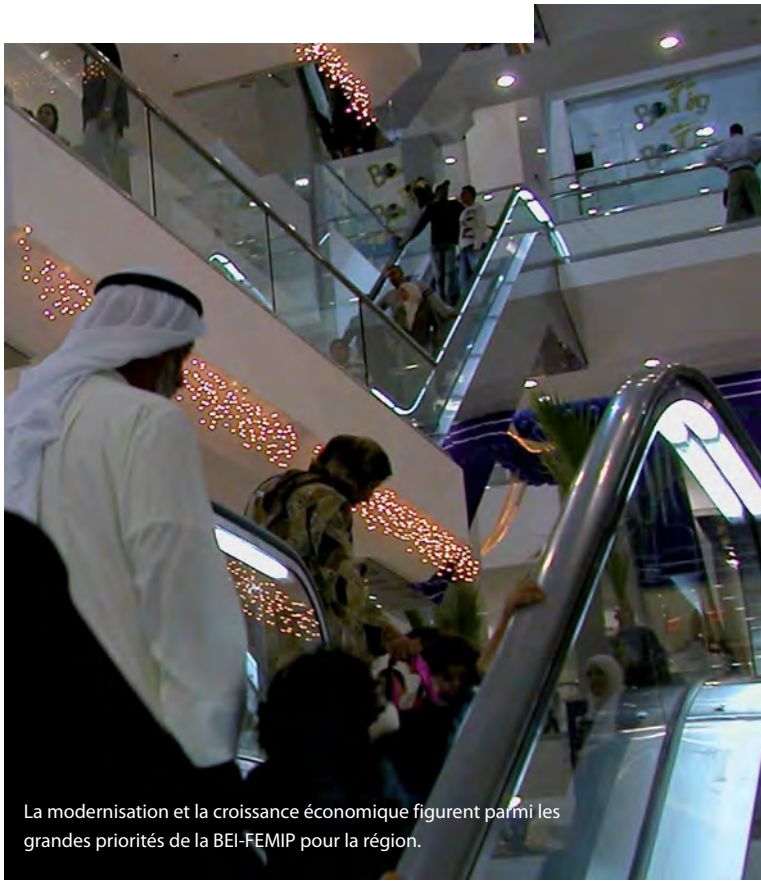
Tableau 1 :

répartition par secteur et par pays en millions d'EUR (octobre 2002 – décembre 2011)

	Énergie	Environnement	Lignes de crédit	Capital humain	Industrie	Transports	Capital-investissement	Total
Algérie	500				72	46	18	636
Egypte	2 438	70	100		510	290	74	3 482
Gaza/Cisjordanie	45						15	60
Israël		592			89			681
Jordanie	90	166		40	81	63		440
Liban		175	362			105	11	653
Maroc	730	106		371	300	1 049	54	2 610
Projets régionaux							200	200
Syrie	475	150	107	228	105	90	2	1 157
Tunisie	875	74	542	110	434	923	4	2 962
Total	5 153	1 333	1 111	749	1 591	2 566	378	12 881

Défis macroéconomiques **et perspectives**

Le printemps arabe a touché l'ensemble des économies de la région tout au long de 2011. L'intensification des incertitudes politiques a entraîné un ralentissement du tourisme et des investissements directs étrangers (IDE), ce qui a accentué les pressions pesant sur les finances publiques. Les pouvoirs politiques dans la région ont répondu en augmentant les dépenses, ce qui a conduit à creuser les déficits budgétaires.



La modernisation et la croissance économique figurent parmi les grandes priorités de la BEI-FEMIP pour la région.

Le secteur financier a résisté aux perturbations économiques, mais les risques se sont accrus à mesure que la qualité des actifs se détériorait. La persistance du mécontentement social dans cet environnement économique difficile constitue toujours une menace importante pour la stabilité de la région. Les décideurs politiques de la région devraient, par conséquent, se concentrer sur l'investissement public et sur des politiques économiques pour réduire le chômage, en particulier celui des jeunes. Toutefois, cela requerra une croissance plus inclusive et, par conséquent, un plus grand développement du secteur privé.

Pour la section portant sur les défis et les perspectives macroéconomiques, ce rapport se fonde sur les informations officielles les plus récentes au moment de sa publication.

Évolution de la situation macroéconomique et financière

En 2011, les économies du bassin méditerranéen ont subi des chocs à la fois externes et internes. Le printemps arabe a coïncidé avec une période marquée par un niveau élevé des prix du pétrole et des matières premières et un ralentissement des marchés aux États-Unis et en Europe. Les économies égyptienne et tunisienne en particulier ont été pénalisées par des grèves et des perturbations dans la production ainsi que par une baisse du tourisme, des IDE et des envois de fonds des travailleurs émigrés (graphique 5). Les statistiques actuelles montrent que la croissance économique en Égypte et en Tunisie est passée nettement en dessous du taux de croissance démographique en 2011 ; en Égypte, la croissance du PIB a ralenti à 1,8 % et s'est contractée en Tunisie de 0,8 %. Le Liban a également été touché, sa croissance ayant reculé à 1,5 %, contre 7 % en 2010. De leur côté, le Maroc et la Jorda-

nie semblent avoir échappé à de graves dommages, leur taux de croissance du PIB ayant progressé entre 2010 et 2011 (tableau 2).

L'agitation sociale et politique a eu des effets négatifs sur les finances publiques car les pouvoirs publics ont répondu à la montée des tensions par une augmentation des dépenses (graphique 6). Comme aucun pays ne se trouvait dans une situation lui permettant de mettre en place de vastes programmes d'infrastructures, ils se sont concentrés sur les dépenses récurrentes. Ainsi, la Tunisie a relevé les prestations sociales et les subventions pour la nourriture et le carburant tandis que l'Égypte et la Jordanie ont augmenté le salaire des employés du secteur public. Si cette hausse des dépenses a soutenu la consommation et la demande intérieure à court terme, elle a néanmoins creusé les déficits des finances publiques. En outre, la montée des prix du pétrole et des matières premières a accru d'autant le coût des programmes de subventions pour les importateurs de pétrole et a alourdi les déficits budgétaires.

Les soldes extérieurs se sont également détériorés en 2011 (graphique 7). Le déficit de la balance courante est particulièrement inquiétant pour la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie, qui dépendent des importations de matières premières et sont par conséquent exposés à la hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie. Le déficit de leur balance courante, déjà important, s'est encore dégradé en 2011 et se situe entre 7,4 % du PIB au Maroc et en Tunisie et 14,4 % au Liban. La détérioration de la balance extérieure de l'Égypte, en revanche, a été relativement maîtrisée grâce aux recettes générées par le canal de Suez et le pétrole et le gaz.

La baisse des réserves de change, en particulier en Égypte, souligne également l'intensification des incertitudes macroéconomiques. La livre égyptienne a été mise sous pression et les réserves de change ont nettement reculé au cours de 2011, la banque centrale ayant puisé dans ses réserves officielles pour stabiliser le taux de change alors que les capitaux étrangers quittaient le pays. En Tunisie, la situation est comparable car les réserves ont considérablement diminué depuis la révolution et un ralentissement économique prolongé pourrait conduire à une intensification des pressions baissières sur le dinar tunisien. Malgré cela, les taux de change de la plupart des pays de la région ont plutôt bien résisté aux intenses perturbations économiques.

Le secteur financier des pays partenaires méditerranéens est clairement dominé par les banques commerciales appliquant essentiellement des modèles économiques traditionnels, tandis que les institutions financières non bancaires et les marchés des capitaux n'en sont encore qu'à leurs débuts. S'appuyant sur une base de dépôts solide, le secteur bancaire dans la région est relativement important. Toutefois, l'intermédiation financière est limitée car une part importante des dépôts est généralement utilisée pour financer les emprunts d'État. Ce modèle économique protégé a conduit à une concentration du marché autour d'un petit nombre de clients et d'activités et à un accès relativement limité aux financements pour les particuliers et les PME. Le niveau de prêts au secteur privé reste particulièrement faible en Algérie, en Égypte et à Gaza-Cisjordanie (graphique 8). En outre, en raison des incertitudes qui caractérisent l'environnement économique, les banques tendent à se concentrer sur les activités à court terme au détriment des investissements à long terme. Ce type de gestion ainsi que la mollesse de la concurrence ont néanmoins créé un secteur bancaire généralement bien capitalisé et assez rentable, même si les prêts non productifs restent nombreux (graphique 9). En raison des événements récents, les risques à court terme se sont cependant accrus. La qualité des actifs s'est détériorée et le crédit au secteur privé a stagné, ce qui risque d'accentuer le ralentissement économique. Les risques pour le secteur à moyen terme sont principalement dus à l'intensification du risque de crédit, mais le manque de financement est moins préoccupant car les dépôts se maintiennent bien. Toutefois, la flambée des déficits publics dans la région explique une hausse de l'épargne et fait peser une pression supplémentaire sur le crédit au secteur privé.

Risques en perspective

Le printemps arabe aura probablement des implications économiques variées pour l'ensemble de la région. L'ampleur des retombées dépendra fortement de la rapidité avec laquelle une stabilité durable est restaurée. À court terme, les conséquences les plus immédiates telles que la baisse des recettes générées par le tourisme, la diminution des flux d'IDE et

la dépréciation des devises sont les problèmes économiques les plus pressants. Par ailleurs, la pression haussière sur les déficits budgétaires constituera un problème tant que les pouvoirs publics seront tentés d'accroître les dépenses publiques pour étouffer le mécontentement social ou d'augmenter les allocations de chômage ou d'autres avantages sociaux. Le taux élevé de chômage des jeunes, un problème structurel depuis un certain temps dans les pays partenaires méditerranéens, est l'un des premiers problèmes que les nouveaux pouvoirs en place doivent gérer. Les politiques économiques et les investissements publics visant à réduire le chômage au sein de l'importante population de jeunes seront, selon toute vraisemblance, leur priorité et nécessiteront une croissance plus inclusive. Par conséquent, l'essor du secteur privé, notamment par le biais de la réforme de l'environnement des affaires, figurera parmi les principaux défis des décideurs politiques dans la région au cours des prochaines années.

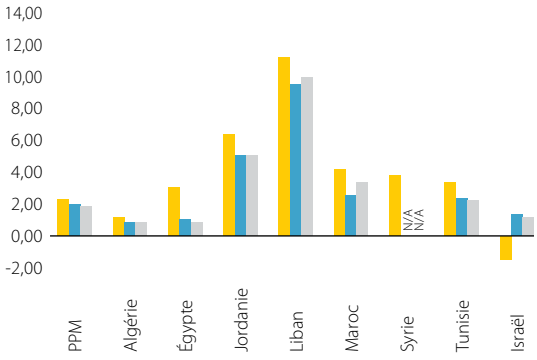
Défis structurels

Les modèles économiques diffèrent considérablement d'un pays à l'autre, allant d'une économie centralisée et axée sur les matières premières comme en Algérie à une économie de marché comme en Israël. Le Rapport sur la pratique des affaires 2012 de la Banque mondiale traduit cette situation en considérant Israël (34e sur 183 pays) et la Tunisie (46e) comme les deux pays de la région les plus favorables aux affaires, tandis qu'à l'opposé se trouvent Gaza-Cisjordanie (131e) et l'Algérie (148e) (graphique 10). Le Maroc a enregistré la meilleure performance selon ce même rapport puisqu'il a grimpé de 21 places pour atteindre le 94e rang en facilitant son processus d'obtention d'un permis de construire, en allégeant le fardeau administratif de l'impôt sur les sociétés et en protégeant davantage les actionnaires minoritaires. Malgré ce succès, le climat d'investissement dans la région pourrait encore largement bénéficier de réformes supplémentaires. Payer des impôts reste compliqué notamment en Algérie et en Égypte, obtenir un crédit est l'un des principaux problèmes en Tunisie et en Jordanie, et faire exécuter les contrats constitue une difficulté majeure dans quasiment tous les pays de la région.

Au cours de ces dernières années, d'importants progrès ont été accomplis en matière de réforme des administrations publiques dans les pays partenaires méditerranéens. Toutefois, les troubles politiques et les manifestations qui ont récemment agité la région ont mis en lumière des demandes incessantes de changement. Les pouvoirs publics sont confrontés au double défi de maintenir le rythme des réformes et de répondre aux attentes de la population appelant à une responsabilisation accrue qui faciliterait le processus de transition et stimulerait le développement économique.

Graphique 5

Investissement direct étranger net (en % du PIB)

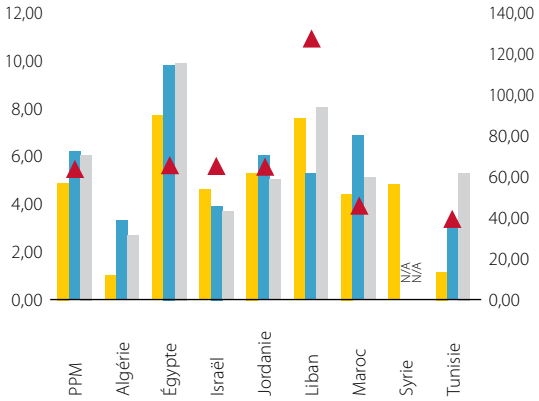


2010
2011
2012

Source : *FMI, avril 2012.*
Note : (1) Données hors Gaza-Cisjordanie.
(2) La moyenne des PPM est une moyenne pondérée en fonction du PIB.

Graphique 6

Déficit budgétaire et dette publique (en % du PIB)

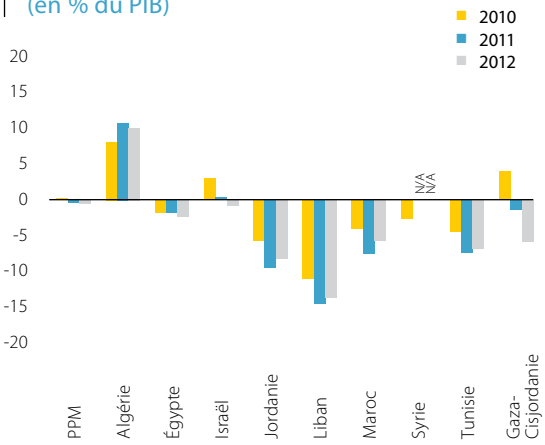


2010
2011
2012
2011 dette
(échelle de droite)

Source : *FMI, avril 2012.*
Note : (1) Données hors Gaza-Cisjordanie.
(2) La moyenne des PPM est une moyenne pondérée en fonction du PIB.
(3) Données relatives à la dette indisponibles pour l'Algérie.

Graphique 7

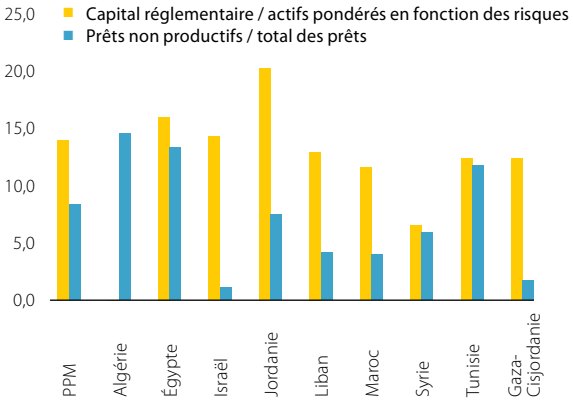
Balance des opérations courantes (en % du PIB)



Source : FMI, avril 2012.
Note : La moyenne des PPM est une moyenne pondérée en fonction du PIB.

Graphique 9

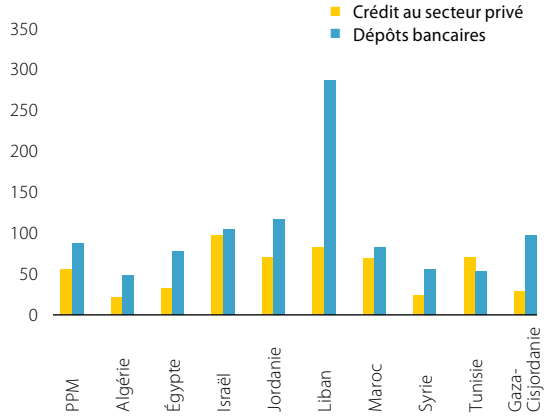
Rapport capital / actifs pondérés en fonction des risques et prêts non productifs, 2010



Source : Banque mondiale, FMI et autorités nationales.

Graphique 8

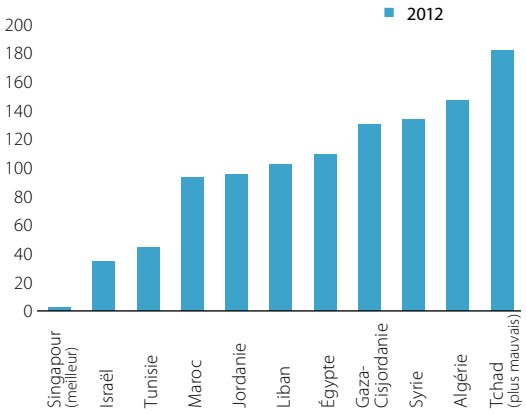
Dépôts et crédit au secteur privé (% du PIB), 2010



Source : Banque mondiale, FMI et autorités nationales.

Graphique 10

Indice de facilitation des échanges commerciaux 2012 (classement des pays)



Source : Rapport sur la pratique des affaires 2012, IFC-Banque mondiale.

Tableau 2 :

Croissance du PIB réel en %

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Algérie	3,0	2,4	2,4	3,3	2,5	3,1	3,4
Égypte	7,1	7,2	4,7	5,1	1,8	1,5	3,3
Israël	5,5	4,0	0,8	4,8	4,7	2,7	3,8
Jordanie	8,2	7,2	5,5	2,3	2,5	2,8	3,0
Liban	7,5	9,3	8,5	7,0	1,5	3,0	4,0
Maroc	2,7	5,6	4,9	3,7	4,3	3,7	4,3
République arabe syrienne	5,7	4,5	5,9	3,4	-	-	-
Tunisie	6,3	4,5	3,1	3,1	-0,8	2,2	3,5
Gaza-Cisjordanie	5,4	7,1	7,4	9,3	5,4	5,8	9,9
PPM pondéré en fonction du PIB	5,2	4,9	3,6	4,4	2,9	2,6	3,7

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Monde	5,4	2,8	-0,6	5,3	3,9	3,5	4,1
Économies avancées	2,8	0,0	-3,6	3,2	1,6	1,4	2,0
Union européenne (cum.)	3,4	0,5	-4,2	2,0	1,6	0,0	1,3
Afrique subsaharienne	7,1	5,6	2,8	5,3	5,1	5,4	5,3
Europe centrale et orientale	5,4	3,2	-3,6	4,5	5,3	1,9	2,9
CEI	9,0	5,4	-6,4	4,8	4,9	4,2	4,1
Pays asiatiques en développement	11,4	7,8	7,1	9,7	7,8	7,3	7,9
ANASE-5	6,3	4,8	1,7	7,0	4,5	5,4	6,2
Amérique latine et Caraïbes	5,8	4,2	-1,6	6,2	4,5	3,7	4,1

Source : FMI, avril 2012.

Feuille de route
pour 2012-2013

Développement du secteur privé local

Renforcer la création d'emplois et la culture entrepreneuriale en soutenant les entreprises, petites ou grandes, et en encourageant la recherche-développement et l'innovation.

Infrastructures socioéconomiques

Contribuer à améliorer la vie des gens par l'intermédiaire de projets d'infrastructures comportant une dimension sociale qui permettent de créer des liens à la fois entre les individus et avec les régions isolées.

La BEI-FEMIP a établi pour la région méditerranéenne une feuille de route axée sur le développement.

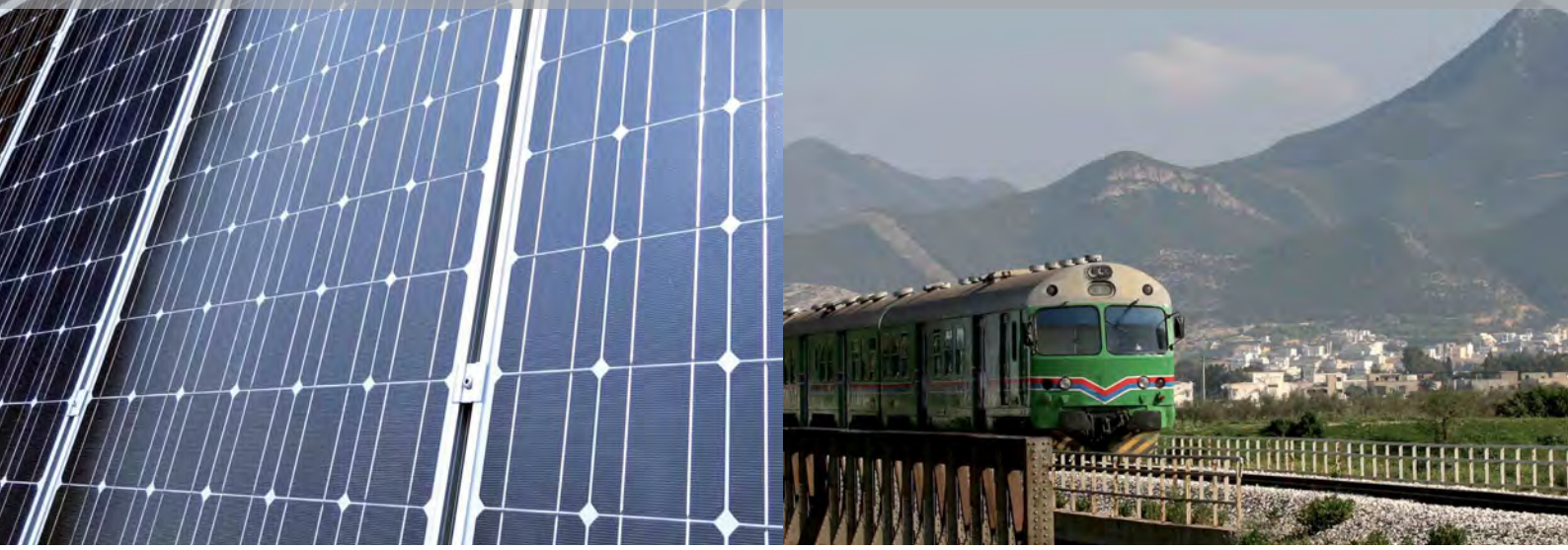
Au cours de la période à venir, la politique de prêt de la BEI pour les pays partenaires méditerranéens se concentrera sur quatre objectifs de haut niveau. Ils découlent du mandat révisé que l'UE a confié à la Banque et reflètent les nouvelles priorités pour la région. La BEI-FEMIP, qui vise ces objectifs pour les cinq prochaines années, cherchera à stimuler le progrès, la création d'emplois et de partenariats dans le bassin méditerranéen.

Atténuation des changements climatiques et adaptation à ceux-ci

Encourager les initiatives en faveur du climat et les projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et renforcer le cadre réglementaire.

Développement régional

Promouvoir le développement équilibré de la région en soutenant des projets d'infrastructures et de développement dans des régions isolées.



Que propose la BEI-FEMIP ?

La BEI-FEMIP peut fournir une vaste palette d'instruments financiers adaptés aux besoins des pays partenaires méditerranéens, qu'il s'agisse de prêts, de ressources sur capitaux à risque, d'assistance technique, ou encore de garanties. Répondant aux appels pressants à appuyer la création d'emplois, la BEI-FEMIP s'efforcera de proposer de nouveaux instruments conçus spécifiquement pour encourager le développement du secteur privé et en particulier la croissance des microentreprises et des PME.

Produits		Objectifs	Bénéficiaires
Prêts	Lignes de crédit	Encourager l'essor des petites et moyennes entreprises (PME) par des lignes de crédit aux partenaires de la BEI – banques commerciales ou établissements de financement du développement – qui rétrocèdent ensuite les fonds à leurs propres clients. Répondre aux besoins des communautés locales.	MPME
	Prêts individuels	Développer les infrastructures économiques des pays partenaires méditerranéens, en veillant plus particulièrement à l'expansion du secteur privé et à la création d'un environnement favorable à la pratique des affaires.	Promoteurs du secteur privé et du secteur public
Capital-investissement		Promouvoir la création ou le renforcement de l'assise financière d'entreprises productives et, plus particulièrement, d'entreprises créées en partenariat avec des sociétés établies dans l'UE.	• MPME • Entreprises privées de taille intermédiaire • Fonds d'investissement • Institutions de microfinance
Assistance technique		Améliorer la qualité des opérations et leur incidence sur le développement : • en renforçant les capacités des pays partenaires méditerranéens et des promoteurs de projets, • en finançant en amont des études et des activités visant à appuyer directement et indirectement l'expansion du secteur privé.	Ensemble des clients de la BEI-FEMIP
Garanties		• Dynamiser les marchés des capitaux locaux. • Mobiliser des ressources supplémentaires pour compléter le faible volume de capitaux publics. • Soutenir le développement des entités infra-étatiques. • Réduire le risque de change. • Réduire l'exposition des États au risque.	• MPME • Grandes entreprises • Banques locales • Promoteurs du secteur public • Entités infra-étatiques

Les mécanismes de financement de la BEI-FEMIP

Avec le temps, la BEI-FEMIP a eu recours à un certain nombre de mécanismes de financement pour soutenir les économies du bassin méditerranéen. En 2011, un important partenariat avec l'Espagne a été créé afin de renforcer l'aide au secteur privé dans la région.

Nom	Nature	Montant en EUR	Durée	Objectif
Mandat PEV-MED	Mandat confié par les États membres, sur les ressources propres de la Banque	9,7 milliards	2007-2013	• Contribuer au développement du secteur privé et des infrastructures des pays partenaires méditerranéens.
Mécanisme de partenariat euro-méditerranéen II	Sur ressources propres	2 milliards	2007-2013	• Soutenir des projets prioritaires bien définis revêtant un intérêt particulier à la fois pour l'UE et les pays partenaires (développement régional, politiques sectorielles, environnement, appui à des entreprises de l'UE, etc.). • Prendre des participations indirectes par l'intermédiaire de fonds d'infrastructures opérant dans les pays partenaires méditerranéens.
Enveloppe capitaux à risque et assistance technique	Budget de l'UE	96 millions	2011-2013	• Favoriser la constitution ou le renforcement des fonds propres et quasi-fonds propres pour les PME dans les pays partenaires méditerranéens. • Aider les pays partenaires et les promoteurs privés à mieux préparer, gérer et superviser leurs projets d'investissement par le biais de l'assistance technique.
Opérations sur capitaux à risque dans le secteur privé dans les pays de la rive sud de la Méditerranée	Espagne	300 millions	2011-2026	• Soutenir le déploiement rapide et ciblé de ressources dans le secteur privé par des investissements immédiats dans des opérations sur capitaux à risque existantes ou nouvelles de la BEI-FEMIP. • Fournir ensuite des financements d'amorçage dans le cadre d'un nouvel instrument dédié faisant intervenir plusieurs partenaires et prenant la forme d'un mécanisme de financement pour des investissements comparables à moyen ou long terme.
Fonds fiduciaire de la FEMIP	Contributions des États membres et de la Commission européenne	42 millions	Opérationnel depuis 2005	• Mettre en lumière les principaux défis économiques de la région par le biais d'études sectorielles. • Soutenir le secteur privé en apportant des financements en fonds propres et quasi-fonds propres pour des opérations innovantes ou présentant un profil de risque inhabituel.
Mandat relatif à l'action en faveur du climat	Mandat confié par les États membres, sur les ressources propres de la Banque	2 milliards	2011-2013	• Soutenir des projets relatifs à l'adaptation aux changements climatiques et à leur atténuation en dehors de l'UE. • Prévenir ou réduire les émissions de gaz à effet de serre grâce à des projets favorisant les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique ou les transports durables.

10 chiffres clés
pour les 10 années écoulées

16 millions d'EUR du Fonds fiduciaire de la FEMIP affectés à des études régionales et sectorielles.

Depuis sa création il y a dix ans, la BEI-FEMIP contribue au développement économique et social des pays partenaires méditerranéens.

Les projets qu'elle finance favorisent la création ou la sauvegarde d'emplois, les échanges commerciaux, la mise en place d'un environnement propice aux affaires, le développement régional et la protection de l'environnement.

13 milliards d'EUR de financements pour 168 projets dans les 9 pays partenaires méditerranéens, aboutissant à la mobilisation de 35 milliards d'EUR de capitaux supplémentaires.

191 écoles et 47 hôpitaux construits et de nombreux autres rénovés et modernisés.

22 projets d'un montant cumulé de 1,3 milliard d'EUR pour protéger

l'environnement méditerranéen

102 millions d'EUR

consacrés à des prestations spécifiques d'assistance technique pour aider à la mise en œuvre de projets.

38 projets

sur 50 cofinancés au titre de la Facilité d'investissement pour le voisinage.

2 300 PME

ont été financées, bénéficiant de l'expérience et du savoir-faire acquis par la BEI dans l'UE.

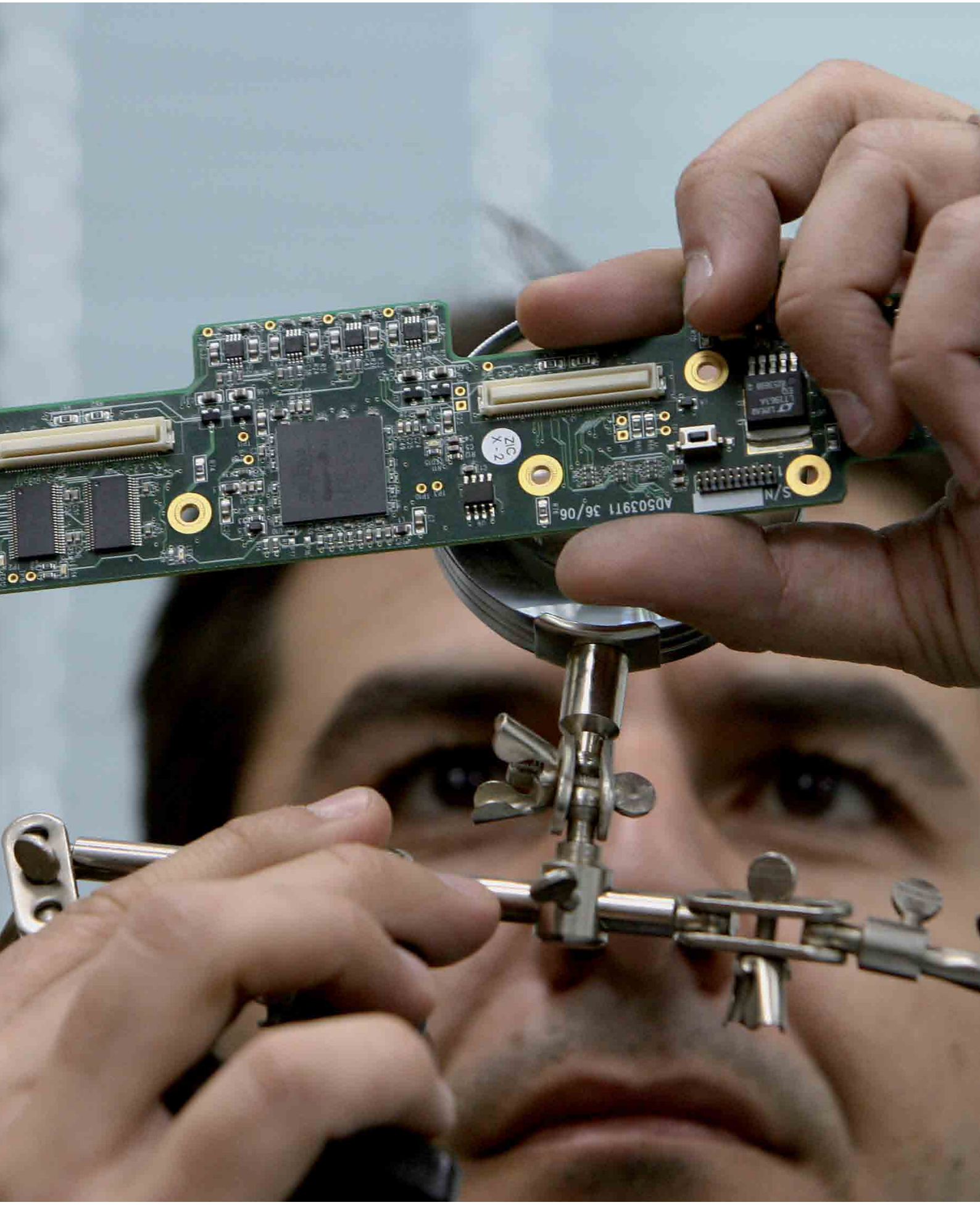
27 millions d'EUR

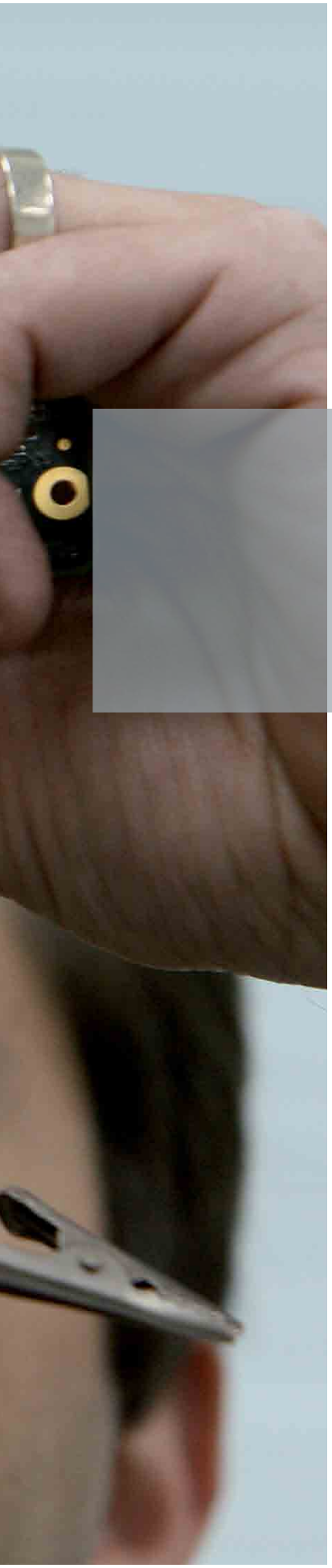
de financements accordés à des institutions locales de microfinance travaillant avec plus de 800 000 micro-emprunteurs.

55 % des financements sont allés au secteur privé et en majorité aux PME.

30 000 emplois

créés grâce au soutien apporté aux PME dans la région.





L'activité en 2011

La BEI-FEMIP soutient les PME innovantes qui stimulent le progrès, contribuant ainsi à la création d´emplois.

La BEI-FEMIP : un forum pour les décideurs, **les entrepreneurs et la société civile**

17 février 2011, **Paris**

Chef de file du programme de PPP dans la région, la BEI-FEMIP a organisé une série de manifestations, dont le séminaire « Perspectives d'avenir des PPP » qui s'est tenu à Paris le 17 février 2011.

Mark Lane, partenaire associé de Pinsent Masons LLP, Lino Cardarelli, premier secrétaire général adjoint de l'UpM, Philippe de Fontaine Vive, vice-président de la BEI, Richard Boucher, secrétaire général de l'OCDE.

La BEI-FEMIP encourage aussi le dialogue et la coopération entre l'UE et les pays partenaires méditerranéens en organisant des réunions et des débats de haut niveau qui se sont avérés cruciaux au cours de 2011, une année de défis majeurs et d'espoir pour la région. Au cours de cette année, la BEI-FEMIP a discuté avec ses partenaires des sujets les plus pressants pour le bassin méditerranéen, tels que le rôle des partenariats public-privé dans le contexte régional.

Séminaire sur « Les perspectives d'avenir des PPP dans le bassin méditerranéen »

Ce séminaire a coïncidé avec le lancement par la BEI du programme PPP dans la région et d'une plate-forme destinée à diffuser les conclusions initiales de l'étude sur les PPP financée par le Fonds fiduciaire de la FEMIP.

Plus de 75 experts venus de la région de la BEI-FEMIP, d'Afrique du Sud et de l'UE ont assisté à la conférence, qui s'est concentrée sur trois questions : Quelle est la situation actuelle des PPP dans le bassin méditerranéen et qu'en est-il de l'intérêt du secteur privé à leur égard ? Quelles sont les conditions essentielles à l'instauration d'un contexte favorable pour les PPP ? Comment créer et mettre en œuvre une réserve de projets d'infrastructures ? Les conclusions des débats ont été prises en compte dans la finalisation de l'étude et dans la préparation de la conférence BEI-FEMIP sur les PPP, à Casablanca, au Maroc, le 30 mai 2011.

La 9e conférence de la FEMIP, qui s'est déroulée le 30 mai 2011 à Casablanca au Maroc, a mis en évidence l'engagement ferme de la Banque à l'appui des PPP en Méditerranée.

30 mai 2011, Casablanca

9e conférence BEI-FEMIP : « Le défi des infrastructures en Méditerranée : le potentiel des partenariats public-privé »

La BEI, en collaboration avec le ministère de l'économie et des finances du Royaume du Maroc et l'Association des chambres de commerce et d'industrie méditerranéennes (ASCAME), a organisé la 9e conférence de la BEI-FEMIP. À cette occasion, les résultats finaux de l'étude régionale financée par le Fonds fiduciaire de la FEMIP et consacrée au « cadre légal et financier des PPP dans les pays partenaires méditerranéens » ont été présentés.

La principale conclusion à laquelle ont abouti les débats est l'engagement fort de la BEI et de ses partenaires pour accroître leur soutien financier et technique à la région afin de relever les défis du développement des infrastructures.

La BEI, aux côtés d'autres IFI, continuera à apporter son soutien technique pour préparer les pays partenaires méditerranéens aux PPP, sur les plans juridique et financier, ce qui implique de contribuer à la formulation du cadre politique pour les PPP, à la réforme juridique, au renforcement des institutions et à l'augmentation des capitaux disponibles pour le développement des infrastructures.

Enfin, des réseaux visant à encourager l'échange d'expériences accompagneront, à leur demande, les pays partenaires méditerranéens, dans le cadre de leurs programmes de renforcement des capacités et de leurs initiatives de coopération régionale et interrégionale pour la mise en place de PPP.

12 juillet 2011, Bruxelles

11e réunion ministérielle de la BEI-FEMIP

Il s'agissait de la première réunion des ministres euro-méditerranéens des finances depuis le début du printemps arabe. La BEI a souligné sa détermination à jouer un rôle majeur dans l'accompagnement du processus de transformation démocratique, conformément aux objectifs de la politique de l'UE pour la région.

Les ministres ont salué la réaction immédiate de la BEI et ont, par la même occasion, validé la stratégie de la Banque et ses objectifs opérationnels pour la région.

L'accent a été mis sur deux sujets qui devraient faire l'objet de davantage d'attention : les PME et le tourisme. Les ministres ont souligné le besoin crucial de renforcer l'aide à la région du bassin méditerranéen et de mettre sur pied de nouveaux partenariats avec celle-ci, dont les piliers seraient une plus grande intégration économique, un meilleur accès au marché et une coopération politique plus étroite.

Le Fonds fiduciaire de la FEMIP ou comment **accroître la valeur ajoutée opérationnelle**

La BEI-FEMIP encourage le dialogue avec la Tunisie de l'après-révolution.

Le Fonds fiduciaire de la FEMIP (FFF) vient compléter les activités de la BEI-FEMIP dans la région. Il permet de financer des interventions d'assistance technique et des études en amont, ainsi que des opérations ciblées de prise de participation, qui visent à soutenir des entreprises innovantes du secteur privé et des initiatives concrètes en faveur des pays partenaires méditerranéens qui travaillent à la transition démocratique.

Trois événements ont marqué l'année 2011 pour le FFF : la mise en place d'un troisième guichet opérationnel destiné à favoriser la transition démocratique dans la région, le renouvellement de la dotation du FFF (qui se poursuivra en 2012) et la révision et la rationalisation de son règlement intérieur.

Le FFF est financé par les contributions volontaires des États membres de l'UE et de la Commission européenne, qui constituent l'Assemblée des donateurs. Les donateurs se réunissent régulièrement pour discuter de la stratégie du FFF ainsi que pour évaluer et approuver les opérations. Entre 2005 et 2011, le FFF a financé 49 opérations pour une valeur totale de 28,3 millions d'EUR, parmi lesquelles dix études et opérations d'assistance technique représentant un montant total de 2,2 millions d'EUR ont été approuvées en 2011.

L'Assemblée des donateurs a également approuvé la révision du règlement intérieur du Fonds fiduciaire ainsi que la création d'un nouveau guichet d'aide à la transformation démocratique destiné à compléter les deux guichets existants pour l'assistance technique et

les opérations sur capitaux à risque. Cette initiative a fait partie intégrante de la réponse concrète de la BEI-FEMIP au printemps arabe. Les activités au titre de ce nouveau guichet respecteront les priorités de la Commission européenne et du Service européen pour l'action extérieure à l'égard de la région.

L'année 2011 a également vu le démarrage réussi de la reconstitution des réserves du FFF. Quatre donateurs existants et un nouveau (la Suède) se sont engagés à apporter des capitaux supplémentaires. Ce renouvellement de la dotation se poursuivra en 2012, et les donateurs auront la possibilité de réserver des ressources pour des initiatives clés comportant un volet de microfinance, pour des partenariats public-privé ou pour des activités favorisant le processus de transformation démocratique.

Les promoteurs, les partenaires institutionnels et les pays bénéficiaires échangent régulièrement leurs points de vue lors d'événements tels que la 9e conférence BEI-FEMIP sur « Le défi des infrastructures en Méditerranée : le potentiel des partenariats public-privé » en mai 2011 à Casablanca où ont été discutées les conclusions de l'étude du Fonds fiduciaire de la FEMIP sur les PPP. Ils sont également invités à soumettre des propositions concernant les études sectorielles, l'assistance technique et les opérations de capital-investissement.

Les priorités du Fonds fiduciaire de la FEMIP sont les suivantes : la finance, l'eau et l'environnement, l'énergie, les transports, l'aménagement urbain, la RDI et le capital humain. Pour chacun de ces domaines, le Fonds fiduciaire étudie les changements qu'il serait le plus à même d'encourager, ainsi que les meilleurs moyens de contribuer à ces résultats. Le fait qu'une grande importance soit attachée aux résultats dans le cadre des opérations du FFF vise à renforcer la valeur ajoutée apportée à la région.

Tableau 3 :

Contributions des donateurs du Fonds fiduciaire de la FEMIP (reçues au 31 décembre 2011)

Donateur	Total
	(milliers d'EUR)
Allemagne	2 000
Autriche	2 000
Belgique	1 000
Chypre	1 000
Commission européenne	1 000
Espagne	10 000
Finlande	1 000
France	4 000
Grèce	3 000
Irlande	1 000
Italie	2 500
Luxembourg	1 400
Malte	1 250
Pays-Bas	2 000
Portugal	1 000
Royaume-Uni	1 000
Suède	3 016
Total	38 166

La réforme démocratique et le développement économique en Tunisie : identification des priorités pour créer des emplois et générer de la croissance

Une première étude a été lancée en 2011 au titre du guichet d'aide à la transformation démocratique sur le sujet de « La réforme démocratique et le développement économique en Tunisie : identification des priorités pour créer des emplois et générer de la croissance ». Travaillant en étroite coopération avec les pouvoirs publics tunisiens, l'équipe d'assistance technique établira une feuille de route précisant des actions concrètes pour accompagner la transition démocratique de la Tunisie.

Cette étude sera la première étape d'un processus qui durera plusieurs années et qui comportera le recensement des recommandations opérationnelles à l'intention des pouvoirs publics tunisiens et de la communauté internationale sur les moyens d'améliorer la compétitivité, la création d'emplois et l'intégration régionale. Ces recommandations devraient dûment prendre en considération le contexte national afin de faciliter leur compréhension et la réussite de leur mise en œuvre.

Maximiser
les synergies grâce aux partenariats

Le gazoduc Medgaz relie les rives nord et sud de la Méditerranée.

La coordination et la coopération avec des IFI et des institutions bilatérales européennes dans l'optique d'éventuelles opérations de cofinancement, de renforcement des capacités et de participation à des initiatives régionales sont au centre des préoccupations de la BEI-FEMIP. Ces efforts se sont intensifiés au lendemain du printemps arabe, afin de renforcer l'efficacité des activités menées conjointement.

En 2011, des partenariats ont été créés afin de stimuler les activités du secteur privé dans la région, qu'il s'agisse d'opérations de microfinance, de PME ou de partenariats public-privé.

Qu'est-ce que l'initiative de délégation réciproque ?

En 2011, la coopération avec l'Agence française de développement (AFD) et Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) a de nouveau été renforcée par la mise en œuvre d'un accord tripartite sur la délégation réciproque.

L'initiative de délégation réciproque est une initiative stratégique commune à la BEI, à l'AFD et à la KfW, qui vise à encourager le cofinancement efficace de projets par diverses institutions de financement moyennant la reconnaissance mutuelle des procédures.

Elle a pour objectif de simplifier l'instruction et le suivi des projets, de réduire les coûts de transaction et de définir les meilleures pratiques pour la division du travail, qui pourraient ensuite être appliquées à d'autres partenaires et donateurs.

À ce jour, neuf projets pilotes, provenant tous de la réserve d'investissements de la FIV établie d'un commun accord, sont en cours de réalisation dans la région de la BEI-FEMIP.

En 2011, deux projets (technopoles et routes rurales au Maroc) représentant un montant de 200 millions d'EUR ont été cofinancés avec l'AFD.

Facilité d'investissement pour le voisinage

La Facilité d'investissement pour le voisinage (FIV) a été créée en 2008 par la Commission européenne afin de mobiliser des ressources supplémentaires pour financer les besoins d'infrastructures des pays voisins, en particulier dans les transports, l'énergie, l'environnement et le domaine social.

La BEI est le premier bailleur de fonds au vu des montants prêtés à l'appui des projets de la FIV. La Banque a cofinancé près de 80 % des projets approuvés (38 sur 50) par le Conseil opérationnel de la FIV depuis le lancement de celle-ci. En 2011, elle a cofinancé 7 des 11 nouvelles opérations finalement approuvées par le Conseil opérationnel de la FIV.

Dans le cadre d'une nouvelle initiative, la BEI, de concert avec d'autres IFI, a demandé une enveloppe de 5 millions d'EUR au titre de la FIV pour préparer des projets relatifs aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique à l'appui du Plan solaire méditerranéen. En octobre 2011, le Conseil opérationnel de la FIV a donné son accord provisoire à cette initiative emblématique.

En tant que gestionnaire financier du Fonds fiduciaire de la FIV, qui a approuvé trois nouveaux projets en 2011, la Banque, en partenariat avec la Commission européenne et les États membres de l'UE, met à profit son expertise et son savoir-faire pour garantir une gestion efficace du Fonds fiduciaire.

Cofinancement de projets

En 2011, six des dix projets signés ont été cofinancés avec d'autres institutions internationales, régionales ou bilatérales (soit 63 % du milliard d'EUR signé en 2011).

Partenariats institutionnels pour la Méditerranée

Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée

Depuis sa création en 2009, le Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée (CMI) s'efforce d'encourager des politiques de développement efficaces, durables et complémentaires dans le bassin méditerranéen. Ses activités s'articulent autour de cinq programmes généraux : aménagement urbain et territorial, environnement et eau, transports et logistique, compétences, emploi et mobilité des travailleurs (en particulier des jeunes) et économie de la connaissance, innovation et technologie.

En 2011, le partenariat de Deauville (G8) a chargé le CMI de concevoir et diriger un plan d'action en faveur du commerce et de l'investissement étranger dans le bassin méditerranéen.

Six pays sont membres du Centre (l'Égypte, la France, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie) ainsi que deux organisations financières internationales (la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement). Le Centre a d'autres partenaires institutionnels tels que l'Agence française de développement, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), l'agence allemande pour la coopération internationale (GIZ), les Programmes des Nations unies pour le développement et l'environnement (PNUD et Plan bleu) et la ville de Marseille.

La BEI est le chef de file de trois programmes :

« Médinas 2030 »

L'initiative « Médinas 2030 » porte sur la réhabilitation des centres-villes historiques dans le bassin méditerranéen. En 2011, la BEI a lancé conjointement avec la CDC une étude opérationnelle préalable destinée à identifier les facteurs de réussite des opérations de réhabilitation et les projets spécifiques susceptibles de relever d'un programme d'investissement. La BEI a également mené une étude sur Meknès, au Maroc, afin de déterminer les moyens qui permettront de soutenir le secteur du logement.

Réseau de plateformes logistiques euro-méditerranéennes (LOGISMED)

LOGISMED a pour but de mettre sur pied un réseau d'experts et de formateurs qui rendront possible la transformation du secteur logistique dans le bassin méditerranéen et participeront à la création d'un marché euro-méditerranéen de spécialistes de la logistique. Un plan d'action sera prêt en 2012, à l'issue des diverses réunions internationales qui se sont tenues en 2011 (Alger, Tunis, Barcelone). Plusieurs colloques seront organisés pour valider et diffuser les constats et les conclusions du programme.

Accompagnement de la promotion et du financement de l'innovation en Méditerranée (IT1)

Le programme a pour objectifs d'améliorer la connaissance des systèmes nationaux d'innovation, d'encourager leur développement, de renforcer les initiatives destinées à améliorer les compétences des acteurs concernés par l'innovation et les informations dont ils disposent, et d'activer les mécanismes de financement de l'innovation.

En 2011, un séminaire a été organisé avec l'Institut de la Banque mondiale sur les services offerts aux entreprises innovantes, ainsi qu'une conférence avec la Commission européenne sur l'internationalisation et la valorisation de la recherche.

Coopération avec l'Union pour la Méditerranée

La BEI a renforcé sa coopération avec l'Union pour la Méditerranée (UpM) par la signature en janvier 2011 d'un protocole d'accord avec le secrétariat de l'UpM situé à Barcelone.

Deux experts de la BEI détachés auprès du secrétariat apportent des conseils financiers et politiques afin de faire avancer la concrétisation des priorités et projets de l'UpM. Ils garantissent une bonne coordination avec la politique et les opérations de la BEI dans le bassin méditerranéen.

Un secrétariat pour encourager des projets concrets

Le secrétariat de l'UpM est opérationnel depuis septembre 2010. Sa principale mission est d'identifier et d'encourager des projets régionaux, infrarégionaux et transnationaux, afin de contribuer au développement socioéconomique et à l'intégration régionale

Qu'est-ce que le « label UpM » ?

Le label UpM est attribué à l'unanimité des 43 pays de l'Union pour la Méditerranée.

Il récompense les projets conçus pour apporter des avantages concrets aux citoyens de la région euro-méditerranéenne, améliorer les flux d'échanges entre les pays et contribuer à l'intégration régionale.

dans les domaines prioritaires suivants : dépollution de la Méditerranée, autoroutes maritimes et terrestres, protection civile, Plan solaire méditerranéen, Initiative pour le développement des entreprises en Méditerranée, enseignement supérieur et recherche.

Le secrétariat est composé de plus de 40 experts détachés par vingt pays et institutions euro-méditerranéens. Le Comité exécutif rassemble des représentants de haut niveau des pays des rives nord et sud de la Méditerranée (actuellement l'Italie, la Grèce et Malte pour les États membres de l'UE et Israël, la Palestine, le Maroc et la Turquie pour les pays partenaires). En juin 2011, l'UpM a validé son premier projet : une usine de dessalement d'eau de mer et un système de distribution qui seront construits à Gaza. Six autres projets dans les domaines des transports, de l'enseignement supérieur et des affaires sociales ont également été approuvés en 2011. Plusieurs autres projets sont actuellement en réserve et le secrétariat travaille en étroite collaboration avec les promoteurs dans la perspective d'apporter un financement.

Le secrétariat joue également un rôle actif dans la définition des cadres régionaux et des stratégies sectorielles. En particulier, il conduit un processus visant à dégager un consensus avec les États membres de l'UpM afin de définir une feuille de route pour le Plan solaire méditerranéen (PSM) qui devrait permettre la création dans la région d'une capacité supplémentaire d'énergie renouvelable d'environ 20 GW d'ici à 2020. Les ministres euro-méditerranéens de l'aménagement urbain l'ont également chargé de concevoir une stratégie pour un aménagement urbain durable de la région.

Coopération avec la direction générale Entreprises et industrie de la Commission européenne (DG Entreprises) sur la Charte pour l'entreprise

Depuis 2004, la Charte pour l'entreprise oriente les politiques publiques des pays partenaires à l'égard du secteur privé. Elle joue également le rôle de plateforme pour la coopération euro-méditerranéenne, car elle est le fruit de la coopération industrielle euro-méditerranéenne conduite dans le cadre du processus de Barcelone. Dans ce contexte, la BEI contribue à la mise en application de la Charte au travers de sa thématique « accès aux financements », qui couvre le marché du crédit et les mécanismes financiers destinés aux entreprises.

Le secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (voir photo ci-dessous) reçoit un soutien essentiel de la BEI-FEMIP en faveur de domaines stratégiques dans la région.

La BEI-FEMIP vers une nouvelle génération de partenariats

Le désir de la BEI-FEMIP d'être à l'avant-garde du soutien international aux pays partenaires méditerranéens a naturellement imposé la nécessité de mettre au point de nouveaux partenariats conçus spécifiquement pour la région. C'est pour cela que la BEI-FEMIP a fait équipe avec l'Espagne pour augmenter les investissements conjoints dans certains secteurs, avec le Grand-Duché de Luxembourg pour développer la microfinance en Tunisie et avec la Facilité de financement des infrastructures des États arabes pour stimuler les partenariats public-privé dans le bassin méditerranéen, tout en participant aux initiatives lancées dans le cadre du partenariat de Deauville ou par le groupe de travail dédié à la coopération UE-Tunisie.

Accord de partenariat entre la BEI et l'agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID)

En décembre 2011, la BEI et l'AECID ont signé un accord de partenariat qui a permis le lancement d'une initiative espagnole à l'appui du secteur privé dans la région du sud de la Méditerranée par l'intermédiaire de la BEI.

Un maximum de 100 millions d'EUR sera immédiatement consacré à des opérations de co-investissement impliquant des opérations – nouvelles ou existantes – de la BEI-FEMIP sur capitaux à risque. En outre, 200 millions d'EUR ont été réservés pour financer l'amorçage d'un nouvel instrument ad hoc faisant intervenir plusieurs partenaires pour des investissements dans le sud du bassin méditerranéen. Ce dispositif devrait jouer un rôle de catalyseur et attirer des fonds supplémentaires d'autres donateurs potentiels, y compris de la BEI et des États membres.

Coopération avec les pouvoirs publics du Luxembourg afin de soutenir le développement de la microfinance en Tunisie

En réponse à un appel de l'administration tunisienne, la BEI et la Direction luxembourgeoise de la coopération au développement ont entamé des discussions pour mettre en place un programme triennal de quatre millions d'EUR à l'appui du développement des activités de microfinance en Tunisie. Ce programme a pour but d'améliorer l'environnement réglementaire ainsi que la capacité des institutions de microfinance à croître de façon réactive. Il offrira des activités de renforcement des capacités et de notation et préparera le terrain pour de futures opérations de prise de participation ou d'émission de dette en Tunisie.

Coopération avec la Facilité de financement des infrastructures des États arabes en matière de partenariats public-privé dans le bassin méditerranéen

La BEI a conclu un partenariat avec la Facilité de financement des infrastructures des États arabes (FFIEA), qui est une initiative conjointe de la Banque islamique de développement (BIsD), de l'IFC et de la Banque mondiale.

Dans ce contexte, le Fonds fiduciaire de la FEMIP a présenté une feuille de route pour les PPP dans la région ; en 2012, il compte consacrer un million d'USD à l'appui d'activités spécifiques entreprises au titre du mécanisme d'assistance technique de la FFIEA (TAF).

En janvier 2012, la BEI a signé un protocole d'accord avec la Banque islamique de développement qui fait des PPP un domaine de collaboration prioritaire.

Philippe de Fontaine Vive, vice-président de la BEI, et Abdelhamid Triki, ancien ministre tunisien de la planification et de la coopération internationale. Bruxelles 2011.

Partenariat de Deauville et groupe de travail dédié à la coopération UE-Tunisie

La création par le G8 en mai 2011 du partenariat de Deauville pour la Méditerranée a constitué un événement international majeur pour la région. Ce partenariat a pour but de garantir une réponse coordonnée de la part de la communauté internationale vis-à-vis de la région. Il est complété par une plate-forme spécialisée de coordination des institutions financières internationales dans laquelle la BEI joue un rôle particulièrement actif.

La BEI-FEMIP est également un acteur central du groupe de travail dédié à la coopération UE-Tunisie. Lors de la première réunion de celui-ci, la BEI-FEMIP s'est engagée à consacrer 800 millions d'EUR à des projets d'investissements concrets dans ce pays au cours des prochaines années.

Impact
sur le développement

La BEI-FEMIP s'attache à améliorer la vie quotidienne des populations méditerranéennes.

مكتوب
MAKTOOB
www.maktoob.com
Saleem Cafe
Ga eway C@fe
Internet
مجمع الحمرا
BARBER
Saleem
Salon
الحسن
بين الحسن
عطور
FAMOUS
LARA BEAUTY SALON
V.I.P

Impact de la BEI-FEMIP
sur le développement socioéconomique

La BEI-FEMIP accorde la priorité aux opérations à forte valeur ajoutée lors de l'instruction des projets. À cette fin, elle veille à équilibrer les aspects économiques et financiers des projets et leur impact attendu sur le plan social et sur celui du développement. En 2011, cet objectif a pris de plus en plus d'importance à la lumière des nouvelles priorités fixées pour le bassin méditerranéen à la suite du printemps arabe.

Les pays partenaires méditerranéens doivent restaurer la confiance des citoyens en leur assurant de meilleures perspectives de stabilité socioéconomique dans un avenir proche. Pour répondre à ces aspirations, il faut pouvoir compter sur une économie dynamique qui génère des emplois, tout en garantissant des infrastructures de transport bien aménagées, un approvisionnement sûr en énergie et en eau ainsi que des services de soins de santé et un système éducatif de qualité.

Les projets de la BEI-FEMIP contribuent à l'essor économique des pays partenaires méditerranéens en visant, par exemple, les objectifs suivants :

- la création d'emplois directs et indirects ;
- la promotion de secteurs d'activité décisifs pour le développement économique ;
- l'appui à l'émergence d'une nouvelle culture d'entreprise ;
- la simplification des échanges commerciaux ;
- la mise en place d'infrastructures de transport et la création d'un environnement propice à l'expansion du secteur privé ;
- la couverture des besoins en infrastructures dans le secteur de l'énergie et l'approvisionnement en électricité d'un bon rapport coût-efficacité pour répondre à la hausse de la demande et sécuriser l'offre ;
- la fourniture d'un surcroît de capacité pour le commerce international et la stimulation du développement économique local ;
- l'accélération de l'essor des régions concernées ;
- l'aide aux entreprises visant une croissance et une expansion à long terme ;
- le soutien à l'intégration économique des régions intérieures plus isolées ;
- l'amélioration de l'accès au microcrédit.

La BEI-FEMIP met sa vaste expérience au service des pays de la Méditerranée. Son engagement se reflète dans les opérations qu'elle mène depuis dix ans dans le bassin méditerranéen : 13 milliards d'EUR ont été investis à l'appui d'un large éventail de projets mis en œuvre dans des secteurs clés.

Au-delà de ces chiffres, la BEI-FEMIP s'attache à améliorer en permanence la qualité de ses projets et, avant tout, leur impact sur le développement socioéconomique des pays partenaires méditerranéens.

Mesurer
les résultats pour des effets plus ciblés

La préservation du patrimoine est une priorité de la BEI-FEMIP et une grande préoccupation tout au long de la durée des projets.

Un nouveau cadre de mesure des résultats (REM) a commencé à remplacer l'ancien cadre d'évaluation des incidences économiques et sociales (ESIAF) pour toutes les opérations réalisées au titre de mandats extérieurs dans les pays partenaires.

Ce nouveau cadre renforce la stratégie de la BEI en matière d'évaluation, de mesure et de communication des résultats et des retombées de ses opérations. Il aidera à améliorer l'évaluation en amont des résultats attendus des projets et, partant, la capacité de la Banque à rendre compte des résultats obtenus. Ce nouveau cadre contribuera également à simplifier les exigences d'information concernant les opérations cofinancées, car il permettra d'harmoniser les indicateurs de résultat avec ceux d'autres institutions financières internationales (IFI).

Il repose sur les trois piliers suivants :

Premier pilier Contribution aux objectifs du mandat de la BEI et aux priorités de l'UE	Évaluation de la cohérence du projet avec les objectifs du mandat de la BEI ainsi que de sa contribution à la mise en œuvre des priorités de l'UE et des objectifs de développement pour le pays, ce volet allant au-delà de l'analyse actuelle centrée sur l'admissibilité.
Deuxième pilier Indicateurs de résultat	Représentation des résultats économiques, sociaux, environnementaux et institutionnels du projet, grâce à une série d'indicateurs sectoriels normalisés. Ce deuxième pilier permet de mesurer la solidité de l'opération, ainsi que la capacité du projet et de ses promoteurs à obtenir les résultats attendus.
Troisième pilier Valeur ajoutée de la BEI	Évaluation de la valeur ajoutée apportée par l'intervention de la BEI par rapport aux autres solutions existant sur le marché pour ce qui est du produit financier, de l'aspect technique de l'opération, de sa structuration, de sa contribution sectorielle, ainsi que des normes et des assurances.

Suivi et résultats de la mise en œuvre des projets

Le suivi des projets est fondamental pour la réussite de leur mise en oeuvre. Ci-dessus, l'usine de dessalement d'Hadera, en Israël.

Le suivi – financier, mais aussi matériel – des projets après la signature des prêts a toujours été déterminant pour garantir que les objectifs fixés au moment de l'octroi d'un soutien à un projet donné soient remplis tout au long du cycle de celui-ci et, d'autre part, vérifier que les garanties et les conditions imposées par la BEI sont respectées. En outre, ce suivi permet d'améliorer les résultats des projets et de tirer des enseignements pour l'instruction de futurs projets ainsi que pour les opérations d'assistance technique. Des experts sectoriels assurent le suivi matériel et surveillent toutes les modalités du projet, notamment les conditions de décaissement. Cette méthode prévoit que les emprunteurs et (ou) les promoteurs présentent des rapports réguliers, mènent des visites sur le terrain pendant la réalisation des projets, et soumettent un rapport de fin des travaux, qui est généralement rédigé un an après le démarrage opérationnel des projets.

En 2011, 13 projets réalisés dans cinq pays de la FEMIP (Égypte, Israël, Maroc, Tunisie et Syrie) en faveur des secteurs de l'eau, de l'énergie et des transports ont fait l'objet de tels rapports consécutifs à leur achèvement.

Tous ces projets ont apporté une contribution précieuse au développement économique du bassin méditerranéen, tout en générant une valeur ajoutée pour l'environnement et la population locale.

Les leçons tirées durant la mise en œuvre de ces projets sont les suivantes :

- des coûts d'investissement concurrentiels sont possibles si un promoteur expérimenté dans le secteur adopte une stratégie innovante de passation des marchés ;
- pendant la phase de mise en œuvre, il convient d'étudier la nécessité d'une unité de gestion du projet ou d'une unité de réalisation du projet aux côtés du promoteur, et de la mettre en place, si nécessaire ;
- une rotation fréquente du personnel au sein de l'entité du promoteur nécessite des mesures de gestion (transfert des connaissances) ;
- afin d'améliorer encore la qualité des rapports postérieurs à l'achèvement des projets, il y a lieu d'organiser des missions et d'élaborer des questionnaires précis sur les principaux problèmes en suspens ;
- des connaissances techniques actualisées et une analyse approfondie de toutes les dimensions (technique, financière et économique) du projet sont essentielles dès la phase d'instruction.

Centrales électriques à cycle combiné en Égypte

Elles ont permis de répondre à la demande croissante d'électricité à un coût compétitif, grâce à une technologie moderne de production à cycle combiné, dont l'impact sur l'environnement est faible. Les centrales s'alimentent au gaz naturel produit dans le pays, ce qui contribue également à une utilisation rationnelle de l'énergie dans toute l'Égypte.

Les projets à l'appui des secteurs du **gaz et de l'électricité** ont participé au développement d'infrastructures énergétiques capitales et permis d'améliorer la sécurité et la fiabilité de l'approvisionnement de la région méditerranéenne, répondant ainsi à la demande croissante. L'intervention de la BEI, notamment sous la forme d'une assistance technique, a renforcé la capacité d'un promoteur à coopérer avec des IFI.

Les projets liés aux **transports** ont non seulement accru la valeur économique des transports pour leurs usagers, mais également converti ces bénéfices directs en avantages commerciaux à l'échelon régional. Parmi ces avantages, on peut citer les gains de temps pour les entreprises, une desserte accrue des marchés régionaux et locaux, un meilleur aménagement foncier au niveau local et une hausse du tourisme. Ces retombées économiques s'expliquent par le fait que les investissements consentis en faveur des transports ont entraîné une modification des prix et un changement de comportement chez les usagers (sur le plan privé et commercial).

Autoroute du Sud

Le projet s'est inscrit dans le cadre de l'axe Nord-Sud prévu au sein du programme autoroutier tunisien et a concerné la construction d'un tronçon à deux fois deux voies, de cinq échangeurs (avec des postes de péage), de deux aires de repos ainsi que d'équipements de signalisation, de sécurité et de communication. L'extension de l'autoroute était un élément déterminant de la stratégie de l'État pour accélérer le développement de la région méridionale de la Tunisie.

L'un des projets a permis à une région rurale d'attirer une nouvelle activité industrielle génératrice d'emplois et de recettes fiscales.

Les projets relatifs au **traitement de l'eau et des déchets** ont concerné divers sous-secteurs, dont des infrastructures de gestion des déchets solides, des réseaux de canalisations acheminant les eaux usées et les eaux pluviales qui ont été remis en état, ou encore des installations de dessalement. Ils ont contribué à atténuer les problèmes environnementaux du bassin méditerranéen, à développer la filière régionale du recyclage et à favoriser la réutilisation des eaux usées.

Dessalement et réutilisation des eaux usées en Israël

Ces projets ont été achevés avant la date de fin prévue des travaux et dans les limites du budget alloué. Israël a élaboré une stratégie de gestion de l'eau qui pourrait servir de modèle dans d'autres pays de la région. Actuellement, environ 80 % de toutes les eaux usées collectées sont réutilisés. Les usines de dessalement augmentent non seulement le volume global d'eau potable disponible, mais aident également à limiter le bilan de salinité général de l'eau traitée.

En soutenant des projets dans le secteur de l'énergie, la BEI-FEMIP aide à répondre à la demande énergétique croissante du bassin méditerranéen.

Projets et secteurs d'investissement

Énergie

La forte hausse de la demande énergétique, notamment d'électricité, devrait encore s'accentuer au cours des prochaines années, en raison de la croissance économique et démographique.

La promotion des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de la sûreté de l'approvisionnement en énergie est une priorité pour la BEI-FEMIP, qui coordonne le financement du Plan solaire méditerranéen.

Depuis 2002, la BEI-FEMIP a affecté 5,1 milliards d'EUR au secteur de l'énergie.

Égypte

Amélioration de l'approvisionnement en électricité en Égypte

Projet : Gizeh North Power Plant II

Montant : 50 millions d'EUR

La BEI a accordé un prêt de 50 millions d'EUR à Egyptian Electricity Holding Company (EEHC) et Cairo Electricity Production Company (CEPC) pour l'installation d'une troisième turbine à gaz à cycle combiné (TGCC) de 750 MW dans la centrale électrique de Gizeh nord.

Ce projet aidera à répondre à la demande croissante d'électricité, notamment en fournissant une capacité énergétique supplémentaire au centre de distribution du Caire. Il contribuera également à améliorer le rendement énergétique de la production électrique dans le pays, à l'aide de technologies à faible coût et respectueuses de l'environnement. Ce projet générera 200 emplois à temps plein durant la période de construction de la centrale entre 2012 et 2017.

Transports

La mise en place de réseaux de transports intégrés et efficaces entre les deux rives de la Méditerranée est une condition nécessaire au développement économique durable de la région.

Depuis 2002, la Banque a accordé plus de 2,5 milliards d'EUR en faveur des transports routier, maritime, urbain et ferroviaire dans la région.

La BEI-FEMIP apporte son concours à l'amélioration de la circulation routière dans la région méditerranéenne.

Tunisie

Réfection des routes tunisiennes

Projet : Modernisation routière

Montant : 163 millions d'EUR

La BEI a prêté 163 millions d'EUR au ministère du transport et de l'équipement et à sa direction générale des ponts et chaussées pour des travaux de construction, d'aménagement et de remise en état du réseau routier principal, y compris des routes régionales.

Ce projet profitera grandement au développement économique de zones défavorisées du pays en les rendant accessibles et en créant des emplois sur tout le territoire, mais il permettra surtout d'améliorer la sécurité routière. Il devrait générer 2 500 emplois pendant la phase de construction (2011-2014).

Eau et environnement

Au sud et à l'est de la Méditerranée, 60 % des agglomérations de plus de 100 000 habitants déversent encore directement leurs eaux usées dans la mer. Les déchets municipaux, les eaux urbaines résiduaires et les polluants industriels représentent 80 % de la pollution de la mer Méditerranée.

La BEI participe très activement à l'initiative « Horizon 2020 » de la Commission européenne, qui vise notamment à décontaminer la Méditerranée d'ici à 2020 en s'attaquant à ces trois sources de pollution.

Depuis 2002, la BEI-FEMIP a affecté plus de 1,3 milliard d'EUR au secteur de l'eau du bassin méditerranéen.

Israël

Lutte contre le manque d'eau

Projet : Usine de dessalement de Sorek

Montant : 142 millions d'EUR

La BEI-FEMIP a octroyé un prêt de 142 millions d'EUR à Israël pour la conception et la construction d'une usine de dessalement d'eau de mer par osmose inverse, d'une capacité de production annuelle de 150 millions de m^3.

Ce projet a pour principal objectif d'accroître les ressources en eau dans une région où elles sont rares. Le dessalement permettra d'améliorer la viabilité du secteur de l'eau israélien en contribuant à combler le fossé entre l'offre et la demande. Ce projet sera à l'origine de quelque 1 400 emplois durant la période de construction (2010-2013).

Amélioration de la disponibilité de l'eau

Projet : Usine de dessalement de Mekorot Ashdod

Montant : 120 millions d'EUR

La BEI-FEMIP a accordé un prêt de 120 millions d'EUR à Mekorot Development and Enterprise Ltd. (MDE) pour la construction, à Ashdod, d'une usine de dessalement d'eau de mer par osmose inverse, d'une capacité de production annuelle de 100 millions de m^3.

Ce projet constitue un volet important du programme de dessalement et du schéma directeur de transition (2002-2010) pour le développement du secteur de l'eau en Israël. Il vise essentiellement à augmenter la quantité d'eau disponible dans une région où les ressources hydriques sont rares. En phase d'exploitation, l'usine emploiera 48 personnes.

Industrie

Les investissements dans le secteur industriel permettent d'améliorer les possibilités d'emploi pour la population jeune et qualifiée et de fabriquer des produits de grande qualité respectant les normes environnementales et commerciales internationales.

Depuis 2002, la BEI-FEMIP a affecté 1,6 milliard d'EUR au développement de l'industrie, notamment des filières pharmaceutique, chimique et de la construction.

Jordanie

Maintien de la valeur ajoutée de l'industrie en Jordanie

Projet : Jordan India Fertilizer

Montant : 81 millions d'EUR

La BEI a prêté 81 millions d'EUR à l'entreprise Jordan India Fertilizer Company en vue de renforcer la valeur ajoutée des procédés de production au sein de l'industrie des phosphates.

En Jordanie, cette industrie clé a un besoin considérable d'investissements et cette opération lui permettra de générer des recettes d'exportation avoisinant les deux milliards d'EUR pendant la durée de vie du projet. Le projet aura un effet de catalyseur pour le développement de l'économie et permettra de renforcer les compétences techniques et le savoir-faire dans le pays. Il créera 600 emplois directs et 750 postes temporaires.

Tunisie

Soutien de l'emploi dans un secteur industriel décisif en Tunisie

Projet : M'dhilla TSP

Montant : 140 millions d'EUR

La BEI a accordé un financement de 140 millions d'EUR au Groupe chimique tunisien (GCT) pour appuyer la construction d'une usine de production de superphosphate triple (TSP) à M'dhilla.

Ce projet favorisera grandement l'activité économique locale en créant divers emplois dans la région de Gafsa qui connaît actuellement un chômage élevé. Les retombées environnementales du projet s'étendront jusqu'à Sfax, qui fait partie des régions sensibles visées par le Mécanisme de préparation et de mise en œuvre des projets du programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée, dans le cadre de l'initiative « Horizon 2020 ». Ce projet générera quelque 500 emplois sur les trois années que durera la construction de l'usine.

La BEI-FEMIP continuera à soutenir l'essor du secteur privé et de l'industrie qui sont au coeur de la croissance économique. Cimenterie d'Abu Zaabal, en Égypte.

Maroc

Renforcement de la compétitivité de la filière des phosphates au Maroc

Projet : Groupe OCP (Office chérifien des phosphates) Modernisation

Montant : 200 millions d'EUR

La BEI a prêté 200 millions d'EUR à OCP S.A. pour soutenir la modernisation et l'expansion d'un des plus grands groupes industriels marocains.

En facilitant la mise à niveau d'installations d'OCP, ce projet aidera le groupe à améliorer sa compétitivité et à lui garantir une plus grande conformité avec les normes environnementales, notamment sur le plan des émissions atmosphériques. Il permettra également la création de 530 emplois directs permanents supplémentaires.

Lignes de crédit en faveur des PME

L'appui au développement du secteur bancaire local dans les pays partenaires méditerranéens a toujours figuré parmi les priorités de la BEI-FEMIP.

Depuis sa création en 2002, la BEI-FEMIP a ouvert des lignes de crédit en faveur de banques locales pour un montant total de plus de 1,1 milliard d'EUR, en vue de soutenir des projets du secteur privé dans le bassin méditerranéen.

Liban

Renforcement des PME libanaises

Projet : Private Sector Facilities III

Montant : 30 millions d'EUR

La BEI a octroyé un prêt de 30 millions d'EUR à trois banques privées (Bank Audi, Société Générale de Banque au Liban (SGBL) et BLC Bank), afin de permettre le financement à long terme d'investissements réalisés par des petites et moyennes entreprises au Liban. Les résultats obtenus dans le cadre des prêts globaux directs accordés à Byblos Bank en 2005 au titre de l'enveloppe spéciale FEMIP (ESF) et des premier et deuxième prêts globaux « Private Sector Facilities » en faveur du secteur privé, ont permis à la BEI, de remplacer les prêts globaux pyramidaux (opérations garanties par l'État) par des prêts globaux « autonomes » consentis, au titre de l'ESF, à des partenaires bancaires spécialisés. Cela contribue à contenir la dette souveraine par ailleurs très élevée. Par le biais de ces opérations, la BEI a financé environ 200 projets et favorisé la création de 6 000 emplois.

Ce nouveau projet, qui comprendra des mesures d'appui au secteur privé et aux PME, devrait contribuer à l'essor de l'économie de marché, encourager les investissements et l'emploi et promouvoir le commerce international. Il permettra également la création de 530 emplois directs permanents supplémentaires.

PME Siame en Tunisie.

Capital-investissement

En plus des prêts à long terme, la BEI-FEMIP apporte des fonds propres ou quasi-fonds propres à des entreprises privées, facilitant ainsi les investissements dans le secteur privé local. En outre, la BEI propose d'autres instruments de financement afin de répondre aux besoins d'investissements locaux.

Depuis 2002, les opérations de capital-investissement de la Banque se sont montées à près de 400 millions d'EUR.

Opérations régionales

Soutien du secteur des infrastructures en Méditerranée

Projet : InfraMed Infrastructure Fund

Montant : 39,02 millions d'EUR

La BEI a versé une nouvelle contribution de 39,02 millions d'EUR au fonds InfraMed en 2011 après une première participation de 50 millions d'EUR en 2010. InfraMed vise à financer des projets en faveur d'infrastructures durables dans les domaines de l'aménagement urbain, de l'énergie et des transports sur les deux rives de la Méditerranée. La BEI a créé InfraMed en collaboration avec la Caisse des dépôts et consignations et la Cassa depositi e prestiti, ainsi qu'en partenariat avec des institutions financières des pays partenaires : la Caisse de dépôt et de gestion du Maroc (CDG) et la banque égyptienne EFG Hermes.

InfraMed a été doté d'un capital initial de 385 millions d'EUR et il vise un encours de un milliard d'EUR.
La Caisse de dépôt et de gestion du Maroc et EFG Hermes ont l'intention de lancer des fonds locaux comparables dans leurs pays respectifs.

Dynamisation du capital-investissement en Afrique du Nord

Projet : Capital North Africa Growth Fund II

Montant : 10 millions d'EUR

La BEI-FEMIP a accordé un prêt de 10 millions d'EUR à la société à responsabilité limitée Capital Invest International (CII) pour soutenir des PME établies en Afrique du Nord.

Cette opération favorisera le développement du secteur privé, notamment de l'activité émergente du capital-investissement, et aidera également à promouvoir l'intégration économique de l'ensemble des pays partenaires méditerranéens d'Afrique du Nord.

Organisation **et personnel**

Organigramme du département FEMIP de la BEI

Directeur général adjoint – Direction des opérations en dehors de l'Union européenne et des pays candidats

Claudio CORTESE

Division Maghreb

Alain NADEAU

Division Proche-Orient

Javier GUTIÉRREZ DEGENEVE

Division Opérations spécialisées

Angus MACRAE

Division Politique générale et fonds fiduciaires

Ioannis KALTSAS

Bureau de Tunis

Robert FEIGE

Bureau du Caire

Jane MACPHERSON

Bureau de Rabat

Guido PRUD'HOMME

Unité d'assistance technique

Stefan KERPEN

Une équipe entièrement dévouée à la Méditerranée.

L'équipe du bureau du Caire.

L'équipe du bureau de Rabat.

L'équipe du bureau de Tunis.

L'équipe **BEI-FEMIP**

Le département FEMIP de la BEI gère les opérations dans les pays partenaires méditerranéens et dépend de la direction chargée des opérations en dehors de l'Union européenne et des pays candidats.

Le département FEMIP de la BEI compte 52 agents. Il s'organise en deux divisions géographiques qui couvrent le Maghreb et le Proche-Orient, tandis qu'une division transversale s'occupe des opérations de capital-investissement et de microfinance, et une autre division gère la politique générale et les fonds fiduciaires.

Le réseau BEI-FEMIP

Les trois bureaux locaux de la BEI-FEMIP situés au Caire, à Rabat et à Tunis jouent un rôle déterminant. Ils facilitent l'identification de nouveaux projets potentiels ainsi que la mise en œuvre des activités de suivi et d'assistance technique, sans oublier leur travail de coordination avec les pouvoirs publics, les entrepreneurs, les banques commerciales et les associations professionnelles sur place.

Afin de renforcer son appui à l'Union pour la Méditerranée, la BEI a détaché deux experts auprès du secrétariat de l'UpM situé à Barcelone. Elle a également dépêché un représentant à Marseille, qui coordonne les activités de la Banque au sein du Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée.

Le programme de stages : un tremplin pour les jeunes talents méditerranéens

Le programme de stages de la BEI-FEMIP est destiné à renforcer les capacités humaines dans les pays partenaires méditerranéens, en offrant à de jeunes diplômés de ces pays la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle dans un environnement international multiculturel.

Financé par le Fonds fiduciaire de la BEI-FEMIP, le programme de stages a déjà permis d'accueillir 55 jeunes professionnels entre 2007 et fin 2011.

Les stagiaires apportent leur savoir-faire et leur connaissance du bassin méditerranéen. En retour, ils ont la possibilité d'engranger une expérience précieuse qui leur ouvre de nouvelles perspectives. La plupart d'entre eux choisissent alors de renforcer leur bagage international en approfondissant leurs études, en suivant des formations professionnelles ou en acquérant une nouvelle expérience pratique en entreprise, avec l'intention de revenir dans leur pays d'origine afin de mettre à profit le savoir-faire acquis à l'étranger.

Stagiaires actuellement à la BEI-FEMIP

	Pays	Nom	Âge	Formation	Langues	Département	Ambitions futures (carrière professionnelle, études)
1	Maroc	Hadba Rahhali	23	Mastère en audit et contrôle de gestion	Arabe, français, anglais, espagnol	Direction des projets	Un second mastère orienté vers la recherche, en vue d'une candidature à un doctorat
2	Maroc	Fatima Ezzahra Rachidi	24	Licence en administration des affaires (finance, gestion)	Français, anglais, arabe, allemand	Direction générale de la stratégie	Intérêt pour une carrière dans le bureau marocain d'une institution internationale
3	Égypte	Laila El Saedy	23	Licence en sciences économiques et politiques	Arabe, anglais, français	Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée – Département BEI-FEMIP – Division Politique générale et fonds fiduciaires	Candidature à un mastère en développement international, en Europe ou en Égypte, en vue de travailler dans une organisation internationale
4	Égypte	Nora Abdel-Bary	24	Licence en sciences économiques et politiques	Arabe, anglais, français	Direction Gestion et restructuration des transactions	Candidature à un mastère en finance, avec l'intention de faire carrière dans une institution financière
5	Turquie	Tugce Gulcin Gokcan	25	Licence en affaires bancaires et financières	Anglais, français, turc	Direction de la gestion des risques	Candidature à un MBA, avec l'intention de travailler dans le secteur bancaire
6	Turquie	Ilay Kurt	28	Candidate doctorante en économie	Turc, anglais, français, italien, allemand	BEI-FEMIP – Division Politique générale et fonds fiduciaires	Carrière dans une organisation internationale
7	Syrie	Firas DEEB	32	Mastère en études européennes	Arabe, anglais	Direction des projets	Carrière professionnelle conforme à sa formation et à son expérience en affaires européennes

Annexes

51 1. Liste des opérations signées entre le 1er octobre 2002 et le 31 décembre 2011

56 2. Liste des opérations approuvées au titre du Fonds d'assistance technique de la BEI-FEMIP au 31 décembre 2011

59 3. Liste des opérations approuvées au titre du Fonds fiduciaire de la BEI-FEMIP

60 4. Publications

60 5. Glossaire des termes, acronymes et abréviations

1. Liste des opérations signées entre le 1er octobre 2002 et le 31 décembre 2011

Le Fonds d'assistance technique de la FEMIP est opérationnel depuis le second semestre de 2003.

Opérations signées entre le 1er octobre 2002 et la fin de 2002

Pays	Région	Nom du projet	Montant signé en millions d'EUR	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur	AT FEMIP	Bonif. d'intérêts
Algérie	Maghreb	Algerian Cement Company	66,00	Privé	Prêt et capital-investiss.	Industrie		
Maroc	Maghreb	ONE – Interconnexions II	120,00	Public	Prêt	Énergie		
Maroc	Maghreb	ONEP IV – Protection de l'environnement	16,00	Public	Prêt	Environnement		X
Tunisie	Maghreb	Autoroute du sud	77,50	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures		
Égypte	Proche-Orient	Egyptian direct investment fund	5,90	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Total			285,40				0	1

Opérations signées en 2003

Pays	Région	Nom du projet	Montant signé en millions d'EUR	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur	AT FEMIP	Bonif. d'intérêts
Algérie	Maghreb	Reconstruction après tremblement de terre	46,0	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures	X	
Maroc	Maghreb	Autoroutes du Maroc IV	110,00	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures		
Maroc	Maghreb	Assainissement villes marocaines – Oujda	30,00	Public	Prêt	Environnement	X	X
Maroc	Maghreb	Formation professionnelle Maroc	30,00	Public	Prêt	Capital humain		
Maroc	Maghreb	Ports du Maroc II	4,00	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures		
Maroc	Maghreb	Associations de microcrédit	10,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Tunisie	Maghreb	Entreprises tunisiennes PG III	137,00	Privé	Prêt	Secteur financier		
Tunisie	Maghreb	Santé Tunisie	110,00	Public	Prêt	Capital humain		
Tunisie	Maghreb	STEG – Gaz Tunisie	51,00	Public	Prêt	Énergie		
Tunisie	Maghreb	STT Métro léger de Tunis II	45,00	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures		
Tunisie	Maghreb	Tunisacier Steelworks	29,00	Privé	Prêt	Industrie		
Égypte	Proche-Orient	Idku LNG Plant – Article 18 facility	304,50	Privé	Prêt	Énergie		
Égypte	Proche-Orient	Nubariya combined cycle power plant II	150,00	Public	Prêt	Énergie		
Égypte	Proche-Orient	Regina for Food Industries	0,60	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Jordanie	Proche-Orient	Jordan education	39,70	Public	Prêt	Capital humain		
Jordanie	Proche-Orient	Amman ring road	26,20	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures	X	
Syrie	Proche-Orient	Port of Tartous	35,40	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures	X	
Syrie	Proche-Orient	SME Fund	27,40	Privé	Prêt	Secteur financier	X	
Opération régionale	Opération régionale	Averroès Finance	3,50	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Total			1 189,30				5	1

Opérations signées en 2004

Pays	Région	Nom du projet	Montant signé en millions d'EUR	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur	AT FEMIP	Bonif. d'intérêts
Algérie	Maghreb	Algerian cement company – Phase II	12,50	Privé	Prêt	Industrie		
Maroc	Maghreb	ONE – Parc éolien de Tanger	80,00	Public	Prêt	Énergie		
Maroc	Maghreb	Infrastructures logement social	71,00	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures	X	
Maroc	Maghreb	ONE – Dépollution centrale Mohammedia	40,00	Public	Prêt	Environnement	X	X
Maroc	Maghreb	Assainissement villes moyennes (Safi)	20,00	Public	Prêt	Environnement	X	X

Maroc	Maghreb	Associations de microcrédit II	10,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Maroc	Maghreb	Weldom Maroc	0,50	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Tunisie	Maghreb	Voiries prioritaires III	65,00	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures		
Tunisie	Maghreb	Voiries prioritaires IV	40,00	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures		
Tunisie	Maghreb	Assainissement du site de Taparura	34,00	Public	Prêt	Environnement	X	
Tunisie	Maghreb	Prêt Global CPSCL	25,00	Privé	Prêt	Secteur financier		
Tunisie	Maghreb	SNCFT IV	20,00	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures		
Égypte	Proche-Orient	Egyptair II	290,00	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures		
Égypte	Proche-Orient	Damietta LNG Plant – Euromed II facility	188,40	Privé	Prêt	Énergie		
Égypte	Proche-Orient	Talkha & El Kuriemat power plants	160,00	Public	Prêt	Énergie		
Égypte	Proche-Orient	GL private sector development	60,00	Privé	Prêt	Secteur financier	X	
Jordanie	Proche-Orient	Regional gas pipeline	89,70	Public	Prêt	Énergie		
Liban	Proche-Orient	Apex GL multi-sector	60,00	Privé	Prêt	Secteur financier		
Liban	Proche-Orient	South Lebanon wastewater	45,00	Public	Prêt	Environnement	X	X
Syrie	Proche-Orient	Deir Ali power pant	200,00	Public	Prêt	Énergie		
Opération régionale	Opération régionale	Africinvest Fund	4,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Total			1 515,10				6	3

Opérations signées en 2005

Pays	Région	Nom du projet	Montant signé en millions d'EUR	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur	AT FEMIP	Bonif. d'intérêts
Algérie	Maghreb	Projet Maghreb leasing	10,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Maroc	Maghreb	ADM IV Tranche B	30,00	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures		
Maroc	Maghreb	Routes rurales II	60,00	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures	X	
Maroc	Maghreb	Capital North Africa venture funds	5,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Maroc	Maghreb	AGRAM Invest	4,60	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Maroc	Maghreb	Atlas Eden	0,20	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Maroc	Maghreb	Société immobilière de la mer	5,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Tunisie	Maghreb	Technopoles	80,00	Privé	Prêt	Industrie	X	
Tunisie	Maghreb	PG Entreprises tunisiennes IV	120,00	Privé	Prêt	Secteur financier	X	
Tunisie	Maghreb	PG Technopoles Tunisie	60,00	Privé	Prêt	Secteur financier	X	
Égypte	Proche-Orient	Idku LNG plant II	234,40	Privé	Prêt	Énergie		
Égypte	Proche-Orient	Gasco gas pipelines III	40,40	Public	Prêt	Énergie		
Gaza-Cisjordanie	Proche-Orient	Credit guarantee fund	10,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier	X	
Gaza-Cisjordanie	Proche-Orient	Electricity network upgrading	45,00	Public	Prêt	Énergie	X	
Liban	Proche-Orient	Lebanese highways	60,00	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures	X	
Liban	Proche-Orient	Byblos Bank GL	50,00	Privé	Prêt	Secteur financier		
Liban	Proche-Orient	Greater Beirut wastewater	60,00	Public	Prêt	Environnement		X
Syrie	Proche-Orient	Deir Azzour power plant	200,00	Public	Prêt	Énergie	X	
Syrie	Proche-Orient	Rural telecoms	100,00	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures	X	
Total			1 174,60				9	1

Opérations signées en 2006

Pays	Région	Nom du projet	Montant signé en millions d'EUR	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur	AT FEMIP	Bonif. d'intérêts
Maroc	Maghreb	Assainissement du bassin de Sebou	40,00	Public	Prêt	Environnement	X	X
Maroc	Maghreb	Moroccan infrastructure fund	10,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Maroc	Maghreb	ONE – Électrification rurale II	170,00	Public	Prêt	Énergie		
Maroc	Maghreb	Santé	70,00	Public	Prêt	Capital humain	X	
Tunisie	Maghreb	ONAS IV	40,00	Public	Prêt	Environnement	X	X
Tunisie	Maghreb	STEG – Centrale Ghannouch	114,00	Public	Prêt	Énergie		
Tunisie	Maghreb	ENDA	0,80	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier	X	

Égypte	Proche-Orient	Egyptian pollution abatement (EPAP) II	40,00	Privé	Prêt	Secteur financier, environnement	X	X
Égypte	Proche-Orient	El Atf and Sidi Krir power plants	130,00	Public	Prêt	Énergie		
Égypte	Proche-Orient	EMX Methanol plant	164,20	Privé	Prêt	Industrie		
Égypte	Proche-Orient	Upper Egypt gas pipeline	50,00	Public	Prêt	Énergie		
Égypte	Proche-Orient	Horus agrifund	8,50	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Égypte	Proche-Orient	Beltone	5,60	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Israël	Proche-Orient	Environmental programme loan	200,00	Public	Prêt	Environnement	X	
Syrie	Proche-Orient	Damascus rural water and sanitation	45,00	Public	Prêt	Environnement	X	X
Opération régionale –Méditerranée	Opération régionale –Méditerranée	Euromed fund	10,10	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Opération régionale –Méditerranée	Opération régionale –Méditerranée	EuroMena fund	10,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Opération régionale – Afrique du Nord	Opération régionale – Afrique du Nord	Maghreb private equity fund II	10,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Opération régionale –Méditerranée	Opération régionale –Méditerranée	SGAM Kantara fund	10,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Total			1 128,20				7	4

Opérations signées en 2007

Pays	Région	Nom du projet	Montant signé en millions d'EUR	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur	AT FEMIP	Bonif. d'intérêts
Algérie	Maghreb	Algerian fruit juice company	2,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Maroc	Maghreb	Autoroutes du Maroc V	180,00	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures		
Maroc	Maghreb	ONE – Projets hydroélectriques II	150,00	Public	Prêt	Énergie	X	
Maroc	Maghreb	CapMezzanine Maroc	6,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier	X	
Tunisie	Maghreb	Transmed pipeline expansion	185,00	Privé	Prêt	Énergie		
Tunisie	Maghreb	PG Entreprises tunisiennes V	200,00	Privé	Prêt	Secteur financier		
Tunisie	Maghreb	Fonds d'amorçage tunisien	2,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier	X	
Tunisie	Maghreb	Projet ENDA inter-arabe	2,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier	X	
Égypte	Proche-Orient	El Atf and Sidi Krir power plants	130,00	Public	Prêt	Énergie		
Israël	Proche-Orient	Hadera desalination plant	108,50	Privé	Prêt	Environnement		
Liban	Proche-Orient	Private sector facilities	170,00	Privé	Prêt	Secteur financier		
Liban	Proche-Orient	The building block equity fund	5,0	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Syrie	Proche-Orient	SME Fund II	80,0	Privé	Prêt	Secteur financier	X	
Opération régionale –Méditerranée	Opération régionale –Méditerranée	Altermed	8,0	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Opération régionale –Méditerranée	Opération régionale –Méditerranée	Byblos private equity fund	7,5	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier	X	
Opération régionale –Méditerranée	Opération régionale –Méditerranée	Fund for the Mediterranean region	15,0	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Total			1 251,00				6	1

Opérations signées en 2008

Pays	Région	Nom du projet	Montant signé en millions d'EUR	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur	AT FEMIP	Bonif. d'intérêts
Égypte	Proche-Orient	EGAS gas grid reinforcement	250,00	Public	Prêt	Énergie		
Égypte	Proche-Orient	Beltone midcap fund	12,50	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Égypte	Proche-Orient	Sphinx turnaround fund	13,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Égypte	Proche-Orient	Beltone capital II	5,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Israël	Proche-Orient	European pharma R&D (RSFF)	29,73	Privé	Prêt	Industrie		
Israël	Proche-Orient	Medinvest (RSFF)	3,33	Privé	Prêt	Industrie		
Jordanie	Proche-Orient	Amman ring road B	36,92	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures	X	
Liban	Proche-Orient	Private sector facilities II (BOB)	52,00	Privé	Prêt	Secteur financier		
Maroc	Maghreb	ONE – Réseaux électriques II	170,00	Public	Prêt	Énergie		
Maroc	Maghreb	Fonds capital carbone Maroc	6,50	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier	X	
Maroc	Maghreb	Massinissa fund	12,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		

Maroc	Maghreb	Port de Tanger Med – Deuxième terminal	40,00	Privé	Prêt	Transports et autres infrastructures		
Maroc	Maghreb	Routes rurales III	60,00	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures	X	
Opération régionale – Méditerranée	Opération régionale – Méditerranée	Altermed B	3,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Opération régionale – Méditerranée	Opération régionale – Méditerranée	Fonds EuroMena II	13,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Syrie	Proche-Orient	Deir Ali II power plant	275,00	Public	Prêt	Énergie	X	
Syrie	Proche-Orient	First microfinance institution	2,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Tunisie	Maghreb	STEG – Centrale de Ghannouch B	86,00	Public	Prêt	Énergie		
Tunisie	Maghreb	STEG – Gaz II (transport et distribution)	60,00	Public	Prêt	Énergie		
Tunisie	Maghreb	GCT – Mise à niveau environnementale	55,00	Privé	Prêt	Industrie		X
Tunisie	Maghreb	Voiries prioritaires V	110,00	Public	Prêt	Transports et autres infrastructures		
Total			1 294,98				4	1

Opérations signées en 2009

Pays	Région	Nom du projet	Montant signé en millions d'EUR	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur	AT FEMIP	Bonif. d'intérêts
Égypte	Proche-Orient	DBACD Local currency loan	2,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Égypte	Proche-Orient	Gironil	3,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Égypte	Proche-Orient	IWSP	70,00	Public	Prêt	Environnement		
Égypte	Proche-Orient	Gulf of El Zayt wind farm	50,00	Public	Prêt	Énergie		
Israël	Proche-Orient	Hadera desalination plant extension	21,90	Privé	Prêt	Environnement		
Israël	Proche-Orient	ICL Specialty chemicals R&D (RSFF)	56,30	Privé	Prêt	Industrie		
Jordanie	Proche-Orient	South north water conveyor	165,76	Privé	Prêt	Environnement		
Liban	Proche-Orient	Kesrwan water and wastewater project	70,00	Public	Prêt	Environnement	X	
Maroc	Maghreb	Autoroutes du Maroc VI	225,00	Public	Prêt	Transports	X	
Maroc	Maghreb	Prêt-cadre pour le secteur de l'éducation au Maroc	200,00	Public	Prêt	Santé, éducation		
Maroc	Maghreb	Renault Tanger financement intermédié	100,00	Privé	Prêt	Industrie		
Maroc	Maghreb	Tramway Rabat-Salé	15,00	Public	Prêt	Transports		
Opération régionale – Méditerranée	Opération régionale – Méditerranée	MENA joint investment fund	10,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Opération régionale – Méditerranée	Opération régionale – Méditerranée	Middle East venture capital fund	5,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Opération régionale – Méditerranée	Opération régionale – Méditerranée	Swicorp Intaj capital II fund	10,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Syrie	Proche-Orient	Syrian cement company	104,86	Privé	Prêt	Industrie		
Syrie	Proche-Orient	Syria municipal & environnement infrastructure	50,00	Public	Prêt	Environnement	X	
Tunisie	Maghreb	Aéroport Enfidha	70,00	Privé	Prêt	Transports		
Tunisie	Maghreb	Autoroute Sfax - Gabès	234,00	Public	Prêt	Transports	X	
Tunisie	Maghreb	Tunisian Indian fertilizers	130,00	Privé	Prêt	Industrie		
Total			1 592,82				4	0

Opérations signées en 2010

Pays	Région	Nom du projet	Montant signé en millions d'EUR	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur	AT FEMIP	Bonif. d'intérêts
Algérie	Maghreb	Medgaz pipeline	500,00	Privé	Prêt	Énergie		
Égypte	Proche-Orient	Egyptian power transmission	260,00	Public	Prêt	Énergie	X	
Égypte	Proche-Orient	ERC Refinery	346,40	Privé	Prêt	Industrie		
Égypte	Proche-Orient	Giza North power plant	300,00	Public	Prêt	Énergie		
Égypte	Proche-Orient	Nile river logistic	5,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Gaza-Cisjordanie	Proche-Orient	Palestine growth capital fund	5,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Liban	Proche-Orient	Al Majmoua – Loan for microfinance	1,50	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		

Liban	Proche-Orient	Lebanon growth capital fund	5,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Maroc	Maghreb	Autoroutes du Maroc – ADM VII	220,00	Public	Prêt	Transports		
Maroc	Maghreb	Port de Tanger MED II – Infrastructures	200,00	Privé	Prêt	Transports		
Opération régionale – Méditerranée	Opération régionale – Méditerranée	Argan infrastructure fund	15,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Opération régionale – Méditerranée	Opération régionale – Méditerranée	Inframed	0,98	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Opération régionale – Méditerranée	Opération régionale – Méditerranée	Vantage regional mezz fund	10,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Syrie	Proche-Orient	Syria H2020 water	55,00	Public	Prêt	Environnement	X	
Syrie	Proche-Orient	Syrian healthcare II	130,00	Public	Prêt	Santé, éducation	X	
Tunisie	Maghreb	Réseau ferroviaire rapide	119,00	Public	Prêt	Transports		
Tunisie	Maghreb	STEG – Centrale de Sousse	194,00	Public	Prêt	Énergie		
Tunisie	Maghreb	STEG IV – Transport électricité	185,00	Public	Prêt	Énergie		
Total			2 551,88				3	0

Opérations signées en 2011

Pays	Région	Nom du projet	Montant signé en millions d'EUR	Secteur public ou privé	Nature de l'opération	Secteur	AT FEMIP	Bonif. d'intérêts
Maroc	Maghreb	Office chérifien des phosphates	200,00	Privé	Prêt	Industrie		
Tunisie	Maghreb	Modernisation routière I	163,00	Public	Prêt	Transports	X	
Tunisie	Maghreb	Mdhilla TSP	140,00	Public	Prêt	Énergie		
Égypte	Proche-Orient	Giza North power plant II	50,00	Public	Prêt	Énergie		
Opération régionale –Méditerranée	Opération régionale –Méditerranée	Inframed B fund	39,02	Privé	Capital-investiss.	Infrastructures		
Opération régionale –Méditerranée	Opération régionale –Méditerranée	Capital North Africa Venture	10,00	Privé	Capital-investiss.	Secteur financier		
Israël	Proche-Orient	Sorek desalination plant	142,00	Privé	Prêt	Eau		
Israël	Proche-Orient	Mekorot Ashdod desalination plant	120,00	Privé	Prêt	Eau		
Liban	Proche-Orient	Private sector facilities III	30,00	Privé	Prêt	Secteur financier		
Jordanie	Proche-Orient	Jordan India Fertilizer	81,00	Privé	Prêt	Secteur financier		
Total			975,02					

2. Liste des opérations approuvées au titre du Fonds d'assistance technique de la BEI-FEMIP au 31 décembre 2011

Tout apport d'une assistance technique en faveur d'un projet est pris en compte dans l'année de signature du projet en question au lieu d'être considéré comme une nouvelle opération dans l'année de signature dudit apport.

Opérations signées en 2004			
Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Algérie	Création d'une société de capital-développement (SCD) : représentation BEI au comité de pilotage de la SCD	La Société nationale pour la recherche, la production, le transport et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH)	50
Algérie	Unité de réalisation de projet	Agence nationale des autoroutes (ANA)	851
Algérie	Reconstruction après tremblement de terre – unité de réalisation de projet	Ministère des finances	1 373
Algérie	Reconstruction après tremblement de terre – appui aux agences de contrôle technique	Ministère des finances	570
Égypte	Remise en état de stations de pompage	République arabe d'Égypte	780
Liban	Création d'un fonds d'investissement	Banque Byblos s.a.l.	200
Maroc	Secteur financier – étude juridique	Caisse de dépôt et de gestion	48
Opération régionale	Privatisation et partenariats public-privé au Maghreb	BEI	198
Syrie	Assistance technique pour le port de Tartous – phase I	Ministère des transports	110
Syrie	Assistance technique pour le port de Tartous – phase II – AT pour l'évaluation des offres	Ministère des transports	200
Syrie	Le secteur privé des PME	Ministère de l'économie et du commerce extérieur	2 895
Syrie	Inspection des équipements médicaux avant expédition par bateau	Ministère de la santé	100
Tunisie	Couverture du risque de change (Fonds de péréquation des changes)	Ministère des finances	160
Tunisie	Mission d'évaluation des projets de l'Office national d'assainissement (ONAS) financés par la BEI	ONAS	779
Tunisie	Création du premier fonds d'amorçage	Ministère des finances	199
Total			8 513

Opérations signées en 2005			
Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Algérie	Agence nationale des autoroutes – UGP	Agence nationale des autoroutes (ANA)	2 996
Algérie	Redéfinition du plan de gestion des déchets solides municipaux pour la ville de Bouira et identification de l'appui technique et des besoins de formation au niveau national	Ministère de l'environnement	149
Égypte	Étude d'optimisation des taxes sur les plus-values	Groupe égyptien des sociétés d'électricité	114
Égypte	AT à la Banque d'aide aux exportations	Export Development Bank of Egypt	198
Égypte	AT à la Banque nationale d'Égypte	Banque nationale d'Égypte	200
Égypte	Programme de renforcement des capacités du secteur financier en Égypte	Banques égyptiennes, fonds de capital-investissement et autres institutions financières	2 201
Liban	Assistance technique pour la construction d'autoroutes au Liban	Conseil pour le développement et la reconstruction	1 249
Liban	Unité de gestion pour le projet « Assainissement du sud Liban »	Conseil pour le développement et la reconstruction	1 211
Maroc	Unité de gestion de projet d'assainissement liquide	Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité d'Oujda	1 000
Maroc	Programme de rénovation et de réorganisation des hôpitaux au Royaume du Maroc – modernisation de la gestion hospitalière	Ministère de la santé	199
Maroc	Régie autonome multi-services Agadir – actualisation schéma directeur, horizon 2025	Régie autonome multi-services d'Agadir	195
Maroc	Régie autonome multi-services Agadir – étude de faisabilité sur la réutilisation des eaux usées	Régie autonome multi-services d'Agadir	195
Maroc	Oujda – évaluation de l'impact environnemental	Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité d'Oujda	174
Maroc	Assainissement Agadir – lutte contre les problèmes d'odeur et de corrosion provoqués par la production du gaz H2S	Régie autonome multi-services d'Agadir	79
Maroc	Analyse des émissions atmosphériques de la centrale de Mohammedia et recommandations d'amélioration	Office national de l'électricité	195
Maroc	Formation des régies phase I – gestion d'entreprise	Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité d'Oujda	100
Maroc	Régies Safi – étude d'impact environnemental et conseils d'adaptation des planifications	Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité de Safi	196
Syrie	Étude de préfaisabilité pour le projet d'eau et d'assainissement dans les zones rurales près de Zabadini	Ministère du logement	199
Syrie	Étude de préfaisabilité pour le projet d'eau et d'assainissement dans les zones rurales près de Damas	Ministère du logement	200
Syrie	Préparation du projet Damascus Industrial City et traitement des eaux usées et industrielles	Ministère du logement	200
Syrie	Étude de faisabilité en vue de mettre au point de nouveaux moyens de financement des investissements du secteur privé	Ministère des finances	496

Tunisie	Unité de gestion de projet – Société d'études et d'aménagement des côtes nord de la ville de Sfax (SEACNVS)	Société d'étude et d'aménagement des côtes nord de la ville de Sfax	2 412
Tunisie	Supervision des travaux – Société d'études d'aménagement des côtes nord de la ville de Sfax	Société d'étude et d'aménagement des côtes nord de la ville de Sfax	2 556
Tunisie	Assistance technique à la mise en place et au développement de cinq technopoles en Tunisie	Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la technologie	2 088
Total			18 802

Opérations signées en 2006

Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Algérie	Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets municipaux dans la Wilaya d'Oran	Ministère de l'environnement	199
Égypte	Financement du secteur privé en Égypte – identification des lacunes et potentiel d'opérations à capital-risque	Ministère des finances	137
Égypte	Assistance technique pour la réalisation du deuxième projet de lutte contre la pollution en Égypte (EPAP II)	Agence égyptienne pour l'environnement	200
Jordanie	Étude de faisabilité concernant les phases 2 et 3 du contournement routier d'Amman	Ministère du logement et des travaux publics	2 000
Liban	Appui opérationnel à la mise en place d'un nouveau fonds de capital-investissement	Banque Byblos s.a.l.	166
Maroc	Étude tarifaire de l'assainissement d'Oujda	Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité d'Oujda	75
Maroc	Infrastructures de logement social – assistance technique à la holding Al Omrane	Ministère du logement et de l'urbanisme	3 429
Maroc	Étude de microfinance au Maroc	Ministère des finances	5
Maroc	Cahier des charges pour le projet d'étude du secteur de la santé	Ministère de la santé	180
Maroc	Assistance technique à la direction des routes et de la circulation routière (DRCR) pour le deuxième programme national des routes rurales (PNRR2)	DRCR	1 484
Opération régionale	Financement du secteur privé au Maroc et en Tunisie – identification des lacunes et potentiel d'opérations à capital-risque	Ministère des finances	183
Opération régionale	Étude de microfinance en Égypte, Gaza et Cisjordanie, Jordanie, Liban et Syrie – identification des instruments appropriés	Ministère des finances	200
Opération régionale	Microfinance en Algérie, Maroc et Tunisie – identification des instruments appropriés	Ministère des finances	147
Opération régionale	Examen à mi-parcours du fonds d'assistance technique de la FEMIP	Commission européenne, BEI	165
Syrie	Étude tarifaire pour le secteur de l'eau en Syrie	Ministère du logement et du bâtiment	142
Syrie	Projet d'eau et d'assainissement des zones rurales de Damas – étude hydrogéologique	Ministère de l'environnement et des administrations locales	178
Syrie	Examen et évaluation des besoins futurs pour les soins oncologiques	Ministère de la santé	140
Syrie	Assistance technique pour le projet port de Tartous	Ministère des transports	1 025
Syrie	Appui à l'unité de gestion de projet auprès de Syrian Telecom Establishment	Organisme syrien des télécommunications	3 000
Syrie	Étude de faisabilité en vue de mettre au point de nouveaux moyens de financement des investissements du secteur privé – phase II	Ministère des finances	1 004
Tunisie	Formation offerte aux PDG des SICAR tunisiennes recevant un prêt conditionnel « Appui au secteur privé » au titre du fonds de capital à risque	Tunisie SICAR	98
Tunisie	AT au secteur financier tunisien pour les projets de financement des PME – phase I élaboration du cahier des charges	Intermédiaires financiers	30
Tunisie	Programme d'assistance technique aux intermédiaires financiers de la BEI en Tunisie	Intermédiaires financiers	1 110
Tunisie	Renforcement d'ENDA	ENDA	200
Total			15 497

Opérations signées en 2007

Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Égypte	Réalisation du projet EPAP II	Agence égyptienne pour l'environnement	2 771
Jordanie	Étude du plan directeur pour le couloir de développement d'Amman	Ministère des travaux publics	1 998
Jordanie	Étude de faisabilité pour la mise en place d'un fonds d'amorçage et de capital-risque	Ministère de la planification et de la coopération internationale	199
Maroc	Projet santé – préparation de projets de réfection d'établissements hospitaliers	Ministère de la santé	1 000
Maroc	Projet santé – étude d'impact environnemental	Ministère de la santé	194
Maroc	Étude d'impact environnemental pour les projets hydrauliques II de l'ONE	Office national de l'électricité	176
Maroc	Assainissement Beni Mellal – études d'impact environnemental et de dépollution industrielle	Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité du Tadla	192
Maroc	Assainissement Agadir – récupération et valorisation du biogaz	Régie autonome multi-services d'Agadir	50
Maroc	Réutilisation des eaux usées et des boues résiduaires de Settat	Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité de la Chaouia	169
Maroc	Fonds mezzanine	Fonds CapMezzanine	195
Maroc	Projet d'assainissement du bassin du Sebou – étude sur la volonté de payer	Office national de l'eau potable	198
Opération régionale	Horizon 2020 – élaboration d'un programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée (MEHSIP)	BEI	198
Syrie	ADRA cité industrielle	Ministère des collectivités locales et de l'environnement	70
Syrie	Projet d'eau et d'assainissement dans les zones rurales de Damas – développement institutionnel et évolution organisationnelle	Ministère des collectivités locales et de l'environnement	3 401
Syrie	Appui international à la gestion du projet	Ministère des collectivités locales et de l'environnement	3 903
Syrie	Ligne verte du métro de Damas – étude des options possibles pour sa réalisation	Municipalité de Damas	2 468
Syrie	AT aux projets de distribution et de transport d'électricité	Organisme public pour la production et le transport d'électricité	200
Total			17 382

Opérations signées en 2008			
Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Gaza-Cisjordanie	AT pour la modernisation des réseaux électriques	Autorité nationale palestinienne pour l'énergie et les ressources naturelles (PENRA)	200
Maroc	Assainissement du bassin du Sebou – assistance technique à l'unité de gestion de projet (UGP)	Office national de l'eau potable	1 391
Maroc	Construction d'une nouvelle aérogare à l'aéroport Marrakech-Menara – étude de faisabilité et étude de cadrage environnemental et social	Office national des aéroports	162
Maroc	Assainissement du bassin du Sebou – appui à la planification et la prise en charge du service d'assainissement de centres urbains	Office national de l'eau potable	1 048
Maroc	Secteur santé – mise en œuvre du programme d'établissement hospitalier	Ministère de la santé	6 695
Syrie	Soutien à la stratégie nationale de la Syrie en matière de lutte contre le cancer : études de faisabilité concernant les centres oncologiques d'Alep et de Homs	Ministère de la santé	1 554
Syrie	Assistance technique dans le cadre du deuxième prêt global en faveur des petites et moyennes entreprises (PME)	Ministère des finances	200
Total			14 050

Opérations signées en 2009			
Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Maroc	Fonds capital carbone Maroc	ACASA	83
Maroc	Étude économique : ligne à grande vitesse Kenitra-Tanger	Office national des chemins de fer	199
Maroc	Assistance technique à l'ONE pour la réalisation du projet d'économie d'énergie « audit Optima »	Office national de l'électricité	179
Maroc	Audit de sécurité routière – Projet ADM VI	Société nationale des autoroutes du Maroc	75
Opération régionale	Programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée (MeHSIP) – Mécanisme de préparation et de mise en œuvre des projets	BEI	6 198
Syrie	AT pour des établissements de soins de santé	Ministère de la santé	233
Syrie	AT pour la préparation d'un projet d'eau et d'assainissement dans la ville de Banias	Ministère du logement et du bâtiment	200
Syrie	Projet d'eau et d'assainissement dans les zones rurales d'Alep	Ministère du logement et du bâtiment et Société de l'eau et de l'assainissement d'Alep	2 137
Tunisie	Assistance à la mise en œuvre du projet d'investissement ONAS IV et du programme d'assistance technique	Office national de l'assainissement	2 535
Tunisie	AT à la Société Tunisie Autoroutes (STA) pour l'autoroute de Sfax-Gabès	Société Tunisie Autoroutes (STA)	35
Total			11 874

Opérations signées en 2010			
Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Égypte	Projet de transport d'électricité en Égypte – conseil technique à court terme	COWI	195
Jordanie	Services de conseil pour l'étude de faisabilité relative au projet d'appui opérationnel de Miyahuna	Royaume hachémite de Jordanie	180
Maroc	Projet dans le secteur de la santé – aspects organisationnels	Ministère de la santé du Maroc	1 924
Syrie	AT pour la réalisation du projet d'infrastructures municipales et environnementales en Syrie	Ministères des collectivités locales et de l'environnement	3 907
Syrie	Appui à l'unité de réalisation du projet de centrale électrique de Deir Ali II	Organisme public pour la production et le transport de l'électricité	3 606
Tunisie	Étude d'actualisation du plan directeur d'assainissement du Grand Tunis	Office national de l'assainissement	1 163
Tunisie	AT à la Société Tunisie Autoroutes (STA)	Société Tunisie Autoroutes (STA)	915
Total			11 890

Opérations signées en 2011			
Pays	Opération d'AT	Promoteur	Montant en milliers d'EUR
Liban	AT à l'appui du projet relatif à l'eau et à l'assainissement dans le sud du Liban	République du Liban – Conseil pour le développement et la reconstruction	850
Liban	Étude de faisabilité pour un mécanisme de financement en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables	Banque du Liban	115
Maroc	Étude environnementale stratégique ONEP – programme d'assainissement	Office national de l'eau potable	131
Jordanie	Étude de faisabilité pour Miyhuna (MOSP) 2	Royaume hachémite de Jordanie	187
Tunisie	Étude pour les autoroutes de Kairouan, Sidi Bouzid, Kasserine et Gafsa	République de Tunisie	3960
Tunisie	Étude de faisabilité pour le périphérique du Grand Tunis	République de Tunisie	2110
Tunisie	AT en faveur de STA concernant des péages	Société Tunisie Autoroutes	146
Tunisie	Étude de faisabilité TCSP à Sfax	République de Tunisie	545
Total			8 044

Montant total			106 052

3. Liste des opérations approuvées au titre du Fonds fiduciaire de la BEI-FEMIP

Pays	Nom de l'opération	Budget en milliers d'EUR	Date d'approbation par l'assemblée des donateurs du FFF	Secteur	Type d'opéra-tion
Algérie	Examen de l'accès des petites entreprises à des formes viables de financement extérieur	195	Mai 2005	Finance	Étude
Égypte	Étude de réalisation pour la préparation de projets dans le cadre du « Programme de développement local intégré et durable (ISCDP) »	200	Avril 2011	Dév. urbain	Étude
Jordanie	Étude relative à un plan directeur pour les autoroutes	2 093	Septembre 2008	Transports	AT
Jordanie	Fonds d'investissement pour la croissance de la Jordanie	5 000	Septembre 2010	Finance	Capital-invest.
Maroc	Épargne à long terme	180	Novembre 2005	Finance	Étude
Maroc	Gestion et exploitation, sur le mode du secteur privé, des systèmes publics d'irrigation dans les pays bénéficiaires de la FEMIP : mise au point d'un modèle expérimental au Maroc	1 000	Décembre 2006	Environne. et eau	AT
Maroc	Réseau d'incubateurs	300	Juin 2009	PME	AT
Maroc	Opération d'aménagement urbain portant sur la médina de Meknès	400	Décembre 2009	Dév. urbain	Étude
Gaza-Cisjordanie	Middle East Venture Capital Fund	5 000	Octobre 2009	TIC	Capital-investiss.
Gaza-Cisjordanie	Assistance technique à l'incubateur palestinien d'entreprises spécialisées dans les TIC	195	Avril 2010	TIC	AT
Opér. régionale	Amélioration de l'efficacité des envois de fonds des travailleurs émigrés	200	Janvier 2005	Finance	Étude
Opér. régionale	Mécanisme financier à l'appui du développement de projets liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique	200	Mai 2005	Énergie	Étude
Opér. régionale	Programmes d'appui au secteur financier – METAC	500	Mai 2005	Finance	AT
Opér. régionale	Besoins logistiques dans les pays partenaires méditerranéens : potentiel de mise en place d'un réseau de plates-formes logistiques	597	Mai 2005	Transports	Étude
Opér. régionale	Identification de projets susceptibles de relever du Mécanisme de développement propre dans les pays de la FEMIP	195	Mars 2006	Énergie	Étude
Opér. régionale	Programme de stages de la FEMIP	690	Mars 2006	Finance et formation	AT
Opér. régionale	Analyse des stratégies et politiques de tourisme dans les pays bénéficiaires de la FEMIP	200	Juillet 2006	Tourisme	Étude
Opér. régionale	Examen de l'offre de services existante en matière de financement des échanges commerciaux euro-méditerranéens	80	Juillet 2006	Finance	Étude
Opér. régionale	Potentiel de production de biocarburant	199	Décembre 2006	Énergie	Étude
Opér. régionale	Identification et suppression des obstacles à une utilisation accrue des eaux usées dans l'agriculture	200	Mars 2007	Environnement et eau	Étude
Opér. régionale	Programme d'études associé au Plan bleu	180	Mars 2007	Énergie et environnement	Étude
Opér. régionale	Étude sur l'impact économique et social de la microfinance	70	Novembre 2007	Microfinance	Étude
Opér. régionale	Stratégies pour la revitalisation des médinas en Méditerranée	185	Novembre 2007	Dév. urbain	Étude
Opér. régionale	Guichet de diffusion des études du FFF	450	Mars 2008	Tous secteurs	Séminaires
Opér. régionale	Programmes d'appui au secteur financier – METAC II	500	Mars 2008	Finance	AT
Opér. régionale	Cadre juridique des PPP dans les pays de la FEMIP	750	Mars 2008	Tous secteurs	Étude
Opér. régionale	Programme d'études associé au Plan bleu	850	Septembre 2008	Énergie et tourisme	AT
Opér. régionale	Initiative pour le développement des entreprises en Méditerranée	199	Avril 2009	PME	Étude
Opér. régionale	Partenariat renforcé avec le FEMISE	400	Avril 2009	Tous secteurs	Étude
Opér. régionale	Plan solaire méditerranéen	189	Avril 2009	Énergie	Étude
Opér. régionale	Centre multipartenaire de formation et de mise en réseau	500	Avril 2009	Tous secteurs	Étude
Opér. régionale	Accès au haut débit pour les pays de la FEMIP	500	Avril 2010	TIC	Étude
Opér. régionale	Réseau de plateformes logistiques euro-méditerranéennes LOGISMED	1 000	Avril 2010	Transports	Étude
Opér. régionale	Autoroutes maritimes	195	Octobre 2010	Transports	Étude
Opér. régionale	Programme d'investissement « Médinas 2030 »	400	Avril 2011	Dév. urbain	AT
Opér. régionale	Programme de préparation de projets liés à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables en zone urbaine dans les pays partenaires méditerranéens	200	Avril 2011	Énergie	AT
Opér. régionale	Mobilisation du potentiel de fonds d'investissement souverains de pays du Golfe pour les pays partenaires méditerranéens	230	Avril 2011	Finance	Étude
Opér. régionale	Services financiers mobiles dans les pays partenaires méditerranéens	200	Avril 2011	Finance	Étude
Opér. régionale	Potentiel de la mésofinance pour la création d'emplois dans les pays partenaires méditerranéens	235	Avril 2011	Finance	Étude
Opér. régionale	Soutien aux préparatifs du démarrage du Centre euro-méditerranéen des MPME (EMDC)	250	Mai 2011	PME	AT
Opér. régionale	Mise en œuvre de projets d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets dans le cadre de l'Initiative méditerranéenne de lutte contre les changements climatiques	200	Septembre 2011	Énergie	AT
Tunisie	Création d'un fonds de capital d'amorçage	2 000	Juillet 2006	Finance	Capital-invest.
Tunisie	AT relative à la création d'un fonds de capital d'amorçage	125	Juillet 2006	Finance	AT
Tunisie	Adaptation de produits financiers aux envois de fonds des travailleurs émigrés	490	Juin 2008	Finance	AT
Tunisie	Mise en place d'un réseau d'investisseurs providentiels	160	Juin 2009	PME	AT
Tunisie	Réforme démocratique et développement économique en Tunisie : identification des priorités pour créer des emplois et générer de la croissance	200	Avril 2011	Finance	AT
Tunisie	Renforcement de la réglementation relative au capital-investissement et des compétences institutionnelles en Tunisie	100	Septembre 2011	Finance	AT
Total volume		28 382			

4. Publications

Les publications de la FEMIP sont disponibles sur le site Web de la BEI, à l'adresse suivante : www.bei.org/publications, à la rubrique MED/FEMIP.

5. Glossaire des termes, acronymes et abréviations

AECID	Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (Agence espagnole de coopération internationale pour le développement)
AFD	Agence française de développement
ANASE - 5	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ASCAME	Association des chambres de commerce et d'industrie méditerranéennes
AT	assistance technique
BEI	Banque européenne d'investissement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BIsD	Banque islamique de développement
CDC	Caisse des dépôts et consignations
CDG	Caisse de dépôt et de gestion du Maroc
CE	Commission européenne
CEI	Communauté des États indépendants
CEPC	Cairo Electricity Production Company (société de production d'électricité du Caire)
CII	entreprise Capital Invest International
CMI	Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée
EEHC	Egyptian Electricity Holding Company
EMITEC	Institut euro-méditerranéen de technologie
ENPC	pays voisins et partenaires de l'Europe
ESIAF	Cadre d'évaluation des incidences économiques et sociales
EUR	euro
FEMIP	Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat
FFF	Fonds fiduciaire de la FEMIP
FFIEA	Facilité de financement des infrastructures des États arabes
FIV	Facilité d'investissement pour le voisinage
FMI	Fonds monétaire international
GCT	Groupe chimique tunisien
GIZ	Agence allemande pour la coopération internationale
IBM	Institut de la Banque mondiale
IDE	investissement direct étranger
IFC	Société financière internationale
IFI	institutions financières internationales
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
LOGISMED	Réseau de plateformes logistiques euro-méditerranéennes
Mandat PEV-MED	mandat confié par les États membres de l'UE, sur ressources propres de la Banque, en faveur des pays méditerranéens pour la période allant du 1er février 2007 au 31 décembre 2013
MDE	Mekorot Development and Enterprise Ltd.
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCP	Office chérifien des phosphates
PEV	politique européenne de voisinage
PIB	produit intérieur brut
PME	petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PPM	pays partenaires méditerranéens (Algérie, Égypte, Gaza-Cisjordanie, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie et Tunisie)
PPP	partenariat public-privé
PSM	Plan solaire méditerranéen
RDI	recherche-développement et innovation
REM	Cadre de mesure des résultats
SGBL	Société Générale de Banque au Liban
STA	Société Tunisie Autoroutes
SWRO	dessalement d'eau de mer par osmose inverse
TAF	mécanisme d'assistance technique
TGCC	turbine à gaz à cycle combiné
TSP	superphosphate triple
UE	Union européenne
UpM	Union pour la Méditerranée
USD	dollar des États-Unis d'Amérique

Sources mixtes
Groupe de produits issu de forêts bien gérées, de sources contrôlées et de bois ou fibres recyclés
Cert no. BV-COC-856319
www.fsc.org
© 1996 Forest Stewardship Council

Les articles et informations de ce rapport peuvent être reproduits librement ; la BEI apprécierait toutefois une citation de la source et un envoi des coupures de presse.

Photographies et illustrations :
© Photothèque de la BEI,
© Visit Jordan,
© Audiovisual Commission Européenne 2012
© SDL- Sorek Desalination Ltd
© GCT M'dhila
© Medgaz S.A.

Mise en page : EIB GraphicTeam.

Imprimé par l'imprimerie Jouve sur papier MagnoSatin, avec des encres à base d'huiles végétales.

Le papier utilisé, certifié conformément aux règles de Forest Stewardship Council (FSC), est composé à 100 % de fibres vierges (dont au moins 50 % issues de bois provenant de forêts bien gérées).

Banque européenne d'investissement

Rapport annuel de la FEMIP 2011

www.bei.org/femip

Banque européenne d'investissement
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
(+352) 43 79 – 1
(+352) 43 77 04
www.bei.org – info@bei.org

Bureaux extérieurs

Égypte
6, Boulos Hanna Street
Dokki, Giza 12311 Caire
(+20-2) 33 36 65 83
(+20-2) 33 36 65 84

Tunisie
70, avenue Mohamed V
TN-1002 Tunis
(+216) 71 28 02 22
(+216) 71 28 09 98

Maroc
Riad Business Center
Aile sud, Immeuble S3,
4e étage
Boulevard Er-Riad
10100 Rabat
(+212) 5 37 56 54 60
(+212) 5 37 56 53 93

ISBN 978-92-861-1548-6
9 789286 115486

© BEI – 05/2012 – QH-AH-12-001-FR-C – ISSN 1830-3846 – DOI 10.2867/87198 – EIB GraphicTeam